

***l'Anti*capitaliste**

n°328 | 17 mars 2016 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

Pour le retrait de la loi travail



CE N'EST QU'UN DÉBUT...

Dossier

**LIBYE : LE CHAOS LIBÉRAL
ET IMPÉRIALISTE**

Pages 6 et 7

ÉDITO

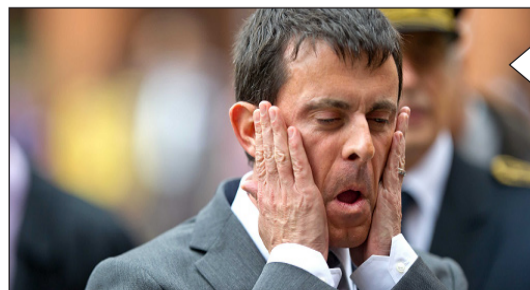
**Le poison nationaliste
et xénophobe**

Page 2

PREMIER PLAN

**Turquie :
Marchander quoi ?**

Page 3



ACTU POLITIQUE

Loi travail : opération enfumage

Page 4

LIBRE EXPRESSION

**Entretien avec Gilles Perez sur
Nous, ouvriers**

Page 12



édito

Par YVAN LEMAITRE

Le poison nationaliste et xénophobe

Lors des élections régionales qui se sont déroulées le week-end dernier dans 3 Länder (sur 16) en Allemagne, l'Alternative für Deutschland (AfD) a recueilli 12,6% et 15% des voix en Rhénanie-Palatinat et dans le Bade-Wurtemberg, régions frontalières de la France, atteignant même 24,2% en Saxe-Anhalt, au cœur de l'ancienne Allemagne de l'Est, malade du chômage.

L'AFD est un parti d'extrême droite, comme le FN : nationaliste, hostile à l'Europe, favorable à la sortie de l'euro... Il s'est formé il y a peu, en 2013, et connaît une brusque ascension en flattant les préjugés nationalistes, xénophobes et racistes, au sein d'une population qui paie de plus en plus cher la politique du patronat, et de Merkel en particulier, dans les régions de l'ancienne Allemagne de l'Est où s'est développé le mouvement raciste Pegida. Toute sa campagne a été centrée contre la politique migratoire de Merkel, contre les réfugiés et les migrants, ne reculant devant aucune démagogie pour dévoyer le désespoir et les frustrations.

Il est ainsi devenu le troisième parti d'Allemagne. « Un tremblement de terre », dit une partie de la presse allemande. Oui, parce que ces résultats de l'extrême droite interviennent non seulement comme un désaveu de la politique migratoire de Merkel, jugée bien trop laxiste et accueillante, mais aussi comme une agression à l'égard de toutes celles et tous ceux qui ont ouvert leur porte aux réfugiés.

Un « tremblement de terre » aussi parce que, jusqu'ici, l'extrême droite populiste et raciste était restée très marginale. Il est clair que les agressions contre des femmes lors de la nuit de la Saint-Sylvestre à Cologne et dans d'autres villes d'Allemagne, leur instrumentalisation par une partie de la presse, ont largement contribué au succès de l'AfD.

Merkel veut le prendre comme un feu de paille. Il n'en est rien, d'autant qu'elle-même va devoir encore plus s'adapter aux pressions de ses propres partisans pour réduire le flux des migrants et, probablement, ensuite fermer à son tour ses frontières. En se désavouant ainsi eux-mêmes, Merkel et les partis de la grande coalition, la CDU et le SPD, le parti socialiste en Allemagne, nourrissent la propagande de l'extrême droite. Le succès de l'AfD est un signe d'alarme pour nous aussi, pour tous les travailleurs d'Europe. Eux seuls ont des réponses progressistes et démocratiques, solidaires et internationalistes, à la crise de l'Europe du capital.

À la Une

Pour le retrait de la loi travail, ce n'est qu'un début...

La plus importante mobilisation sous Hollande... Il aura fallu quatre longues années pour que se dessine la possibilité d'un mouvement d'ensemble contre la politique du gouvernement PS-Medef, mais nous y voilà!

Malgré la proximité avec la rentrée des facs, le nombre relativement limité d'appels à la grève et le ralliement tardif des appareils confédéraux, ce mercredi 9 mars a connu les manifestations anti-gouvernementales les plus importantes depuis l'élection présidentielle de 2012. Le nombre de manifestants dans les villes petites et moyennes et la dynamique de mobilisation dans la jeunesse, avec des assemblées générales autant ou plus nombreuses que les premières contre le CPE il y a 10 ans, montrent que nous ne sommes pas en présence d'une journée d'action plus réussie que les autres, mais bien d'un ras-le-bol généralisé. Car au-delà du rejet massif de la loi travail, cette journée a cristallisé les colères contre la politique antisociale, liberticide, raciste de Hollande et Valls, ainsi que la révolte de la jeunesse contre une société qui n'a à lui offrir pour horizon que des années de galère.

Trouble dans les directions syndicales

La journée du 9 est aussi un révélateur du trouble qui règne dans les différentes structures syndicales. À la CGT d'abord, où, lassées de rester l'arme au pied, les animateurs de nombreux syndicats, de nombreuses unions départementales, ont décidé d'organiser les manifestations sans attendre le feu vert de Montreuil...

À la CFDT ensuite, où plusieurs syndicats sont passés outre les mots d'ordre confédéraux et ont rallié la mobilisation pour le retrait. Trois jours

plus tard, Laurent Berger n'a pu réunir que quelques centaines de militants en défense de l'amendement du projet de loi.

Plus généralement les confédérations sont contraintes de s'adapter à un calendrier de mobilisation complètement différent de celui qu'elles avaient prévu, poussées par la mobilisation croissante dans les facs et les lycées, et les attentes de nombreuses équipes syndicales.

Réussir les prochaines étapes

Les organisations de jeunesse, rejointes dans plusieurs départements et régions par les syndicats, appellent à manifester le 17 et le 24 mars, date à laquelle le projet de loi sera officiellement présenté en conseil des ministres.



CHARMAG

Dans les facs, les administrations, les entreprises, préparer la grève!

Des universités ont d'ores et déjà voté le blocage des cours pour permettre la participation massive des étudiants à la prochaine manifestation. Les deux prochaines semaines doivent permettre de massifier et généraliser la grève dans les facs et les lycées. Chez les salariés, les rythmes de mobilisation sont nécessairement plus lents, perte de salaire oblige, mais les journées du 17 et du 24 peuvent être un premier ou un second test pour entraîner ses collègues dans l'action.

Les fonctionnaires sont moins directement touchés par la réforme – encore que la remise en cause du statut suivra la loi El Khomri si elle adoptée – mais ils ont servi de vache à lait ces dernières années pour financer les cadeaux au patronat comme le CICE.

C'est le moment de présenter la facture au gouvernement! Quelques revendications offensives bien choisies peuvent permettre de toucher plus de salariés et d'unifier le mouvement. Le gouvernement veut s'attaquer à la précarité? 300 euros de plus pour tous et toutes! Il veut réduire le chômage? Partage du temps de travail!

Prévue le jeudi 31 mars, la journée de grève interprofessionnelle peut donc être une réussite essentielle, sur fond de mouvement massif dans la jeunesse et d'envie d'en découdre chez les salariés. Un contexte favorable pour expliquer que comme le mouvement de 2010 nous l'a montré, des journées de manifestations même très réussies ne suffiront pas à faire céder le gouvernement, et qu'il faut passer au stade supérieur, la grève et le blocage de l'économie jusqu'au retrait.

S.P.

ÉTUDIANTS, LYCÉENS

Malgré le bluff du gouvernement, la grève s'organise!

Après la réussite du 9 mars et des assemblées générales sur les facs et les lycées qui l'avaient préparé, la mobilisation se poursuit...

Au côté des syndicats dits « réformistes » comme la CFDT, le gouvernement tente de nous faire croire que le projet est en train d'être modifié. Sous la pression de la rue, ils ont dû reculer sur la mesure concernant les apprentis et « aménager » la question du plafonnement des indemnités (qui ne sera plus qu'indicatif... jusqu'à ce que la jurisprudence fasse force de loi...). En réalité, la logique du projet de loi reste la même, et 90% des mesures se maintiennent. Et de cela, les étudiants et lycéens ne sont pas dupes!

Une colère qui vient de loin

Sur de nombreuses universités, des comités de mobilisations issus des

AG ont commencé à émerger, rassemblant parfois jusqu'à une centaine de personnes devenues désormais des militants de la mobilisation. Dans certaines universités, des occupations de salles sont organisées, comme à Tours, à Dijon, à Paris 8. Sur cette dernière université, qui s'installe comme l'université la plus mobilisée et la plus structurée dans la mobilisation, des départements sont en grève, les cours sont annulés ou transformés en « cours alternatifs ».

Sur les lycées parisiens, les lycéens font revivre les meilleures traditions d'auto-organisation. Malgré les difficultés liées à la pression des proviseurs ou des parents, des AG sont organisées, comme à Hélène Boucher (Paris 20^e) où les lycéens ont réussi à imposer à

la direction de leur accorder la plus grande salle du lycée pour une AG qui a réuni plus de 150 lycéens et a débouché sur un appel aux autres lycées à se mobiliser ce jeudi 17 mars « pour que la peur change de camp »... Si la mobilisation prend, c'est qu'une colère, trop longtemps muette, est en train de se libérer. Une colère contre la politique du gouvernement depuis 2012, et contre les espoirs et désormais les désillusions suscitées par l'élection d'un président « de gauche ». C'est ainsi qu'on peut expliquer notamment le fait que la revendication centrale de la mobilisation est le retrait pur et simple du projet de loi, et que même les manœuvres et les négociations à Maignon n'ont que peu de prise sur les étudiants

et lycéens mobilisés. Une colère aussi, plus profonde encore, contre la souffrance au travail, contre les emplois précaires, contre les salaires de misères. Une colère enfin, spécifique à la jeunesse, contre le mépris des discours gouvernementaux qui expliquent que les jeunes n'auraient pas « compris » le projet de loi, contre les négociations qui se font sur leur dos pour n'obtenir que de sois-disant « aménagements » qui ne change rien au contenu de la loi, et contre l'avenir qui leur est proposé, entre chômage et surexploitation. En ce sens, ce n'est pas un hasard qu'un des slogans du cortège des facs lors de la manifestation du 9 mars ait été « Hollande, Valls et Macron, on sera jamais de la chair à patron! »

BIEN DIT

Vivant avec leurs parents dans une grande précarité, ces enfants voient ce droit fondamental menacé par des expulsions incessantes. Pourtant, la législation française soumet à l'obligation scolaire tout enfant, français ou étranger, âgé de 6 à 16 ans et résidant sur le territoire national. (...) Selon notre dernier recensement, 2582 personnes ont été évacuées de force de leurs bidonvilles durant les mois de janvier et février 2016, soit environ 300 personnes par semaine. Nous estimons qu'un tiers de ces personnes sont des enfants.

Extrait de la lettre ouverte du jeudi 10 mars de FRANÇOISE DUMONT, présidente de la LDH, à Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation nationale, concernant le droit à l'éducation des enfants roms

Un monde à changer

GATTAZ, LE PARRAIN. Mercredi 9 mars, le président du Medef, Pierre Gattaz, a adressé à la présidente de la CGC, Carole Couvert, deux SMS qui se sont retrouvés dans la presse. « *L'attitude de la CGC est incompréhensible et nuisible. Vous avez déjà planté la loi MDS [Modernisation du dialogue social]. Vous n'allez pas nous planter la loi MEK (Myriam El Khomri)* », lui écrit Gattaz. Puis d'ajouter : « *Si vous persistez dans cette attitude "cgtiste" sur cette loi, le Medef en tirera toutes les conséquences sur nos discussions en cours* ». Et il se fait plus précis : « *Ce que je veux dire c'est que nous (ne) vous soutiendrons plus dans votre combat pour les cadres si vous plantez la loi MEK* ». Carole Couvert aurait répondu qu'elle ne « *fonctionnait pas à la menace* ». La formule de Gattaz sur le « *combat pour les cadres* » est obscure pour les non-initiés : concerne-t-elle le traitement des cadres dans certaines négociations (comme la mesure

de la représentativité ou l'UNEDIC) ? Ou bien renvoie-t-elle à des questions plus matérielles ? Être moins indulgent à l'égard de la CGC dans la répartition de certaines dotations officielles ? Ou dans l'octroi de subventions dissimulées en prestations de services ? Après tout, la CGC (à l'époque non dirigée par Carole Couvert) aurait bénéficié des largesses secrètes de Didier Gautier-Sauvagnac, destinées selon le dirigeant de la puissante fédération patronale de la métallurgie à « *fluidifier le dialogue social* »... Au-delà des péripéties récentes, cet épisode confirme la nécessité pour les organisations qui prétendent défendre les travailleurs d'être très vigilantes sur leur financement. Cela concerne tant les syndicats que les partis. Combien de comportements renvoient parfois à la nécessité de conserver des sources de financement (subventions, élus, etc.) ?

TURQUIE

Marchander quoi ?

Après de longs et intenses marchandages et négociations, l'Union européenne et la Turquie sont parvenus à un accord le 7 mars à Bruxelles pour trouver une solution face à la crise des réfugiés et à l'afflux massif de Syriens dans les pays européens.

Selon les informations actuellement disponibles, la Turquie aurait demandé 3 milliards d'euros en contrepartie de son contrôle de la circulation maritime dans la mer Égée et du flux des réfugiés à destination de l'Europe. Le marchandage indique que l'Union Européenne recevrait un réfugié syrien pour chaque migrant qu'elle expulserait vers la Turquie. Les dirigeants de l'Union européenne pensent ainsi pouvoir contenir les réfugiés en provenance de Turquie, et choisir parmi la population syrienne les plus acceptables pour eux. Mais il n'est pas difficile de prévoir que les flux de réfugiés illégaux de la Turquie vers les pays européens se poursuivront. La « porte fermée » instituée par la Turquie à la frontière syrienne depuis mai 2015 n'a pas empêché les Syriens de se déplacer. Les réfugiés savent qu'ils n'ont pas d'avenir en Turquie, où ils ne disposent

même pas d'un statut de réfugié (leur statut juridique en Turquie est celui de « demandeurs d'asile temporaires », en d'autres termes, des « invités » comme s'ils avaient une maison pour revenir en arrière). C'est pourquoi ils veulent tous aller en Europe, là où ils pensent pouvoir avoir des emplois, des logements, au moins un statut juridique. La fermeture des frontières,



l'augmentation des forces répressives pour les contrôler, et le financement de la Turquie pour servir de garde-frontière de l'Europe n'empêcheront pas les gens de venir. Cela ne fera que rendre leurs routes plus chères, plus dangereuses – souvent mortelles – et plus vulnérables aux trafiquants d'êtres humains. Le but de la négociation de Bruxelles n'était pas d'améliorer les conditions de vie des plus de 2,5 millions de réfugiés en Turquie et du million de réfugiés qui à ce jour ont traversé l'Europe. Le but était pour l'Europe de résoudre la crise des réfugiés, avec en retour quelques concessions données à la Turquie.

MigrantEs: le drame au quotidien

La Turquie a pendant une longue période ouvert la porte, acceptant une grande partie de la population syrienne. Mais en dépit de la nouvelle loi sur la migration adoptée en 2014, ni les Syriens ni les autres groupes de migrants ne se sentent en sécurité. La plupart d'entre eux travaillent de façon illégale dans des conditions terribles, avec des salaires incroyablement bas, il y a un problème de logement énorme (seulement 10% des réfugiés vivent dans les camps), le taux de scolarisation est très faible chez les enfants et les jeunes, et les discriminations visant les femmes importantes. Dans le

texte de Bruxelles, rien n'est prévu pour améliorer cette situation dramatique. En échange de ce marchandage, l'Union européenne promet l'amélioration des relations de gouvernement à gouvernement, aux Turcs de voyager en Europe sans visa, l'amélioration des relations avec l'Union européenne, et des mesures dans le cadre des négociations d'adhésion à l'Union européenne. Des promesses dérisoires au moment de la crise des réfugiés... Ce que les dirigeants sont en train de réussir, c'est à la fois de créer actuellement une atmosphère de peur tout en nous donnant de faux espoirs pour un avenir meilleur. De notre côté, pourquoi ne pas commencer par discuter et agir contre les violations des droits de l'homme en Turquie, sur la situation des minorités, des femmes, des LGBTI, des migrants, contre les attaques des villes kurdes, la corruption, le manque de justice ? Et oui, il nous faut discuter de la troisième explosion d'une bombe dans la capitale de la Turquie il y a quelques jours. L'enjeu est bien la montée de la xénophobie et de l'islamophobie dans toute l'Europe, et la montée du nationalisme et du conservatisme en Turquie. L'urgence est de tisser des canaux de solidarité et de mettre la pression sur ceux qui sont responsables de ce gâchis.

D'Istanbul, Sanem Öztürk (Traduction de Jean-Claude Vessillier)

Ne rien céder aux manœuvres gouvernementales, construire la grève

Cette colère va devoir s'exprimer dans la prochaine journée de manifestation ce jeudi 17 mars. Mais elle ne doit pas s'arrêter là. Déjà, des universités discutent des suites : le 22 avec la fonction publique, le 24 à l'occasion de la présentation du projet de loi, le 31 avec l'ensemble des travailleurs appelés à se mobiliser par les grandes centrales syndicales. Ces journées sont centrales pour pouvoir rassembler étudiants, lycéens et travailleurs, autour d'un même rendez-vous : même jour, même lieu, même heure. Le jeudi 31 mars doit devenir une journée de grève générale, de tous les secteurs, contre la politique antisociale du gouvernement. Pour gagner, et c'est possible, travailleurs, étudiants et lycéens doivent marcher d'un seul pas. Les délégations étudiantes, organisées dans certaines facs mobilisées pour aller à la rencontre des travailleurs du quartier ou de la

ville, sont un bon signe pour aller vers la victoire.

Pour construire sur la durée, il va falloir construire la grève dès maintenant dans nos facs et nos lycées. Malgré les pressions universitaires ou parentales, il va falloir cesser les cours. C'est le seul moyen pour libérer du temps pour aller convaincre nos camarades de classe de rentrer dans la mobilisation, pour aller convaincre les professeurs et les personnels, pour se lier avec les autres universités ou les autres secteurs mobilisés. Pour ne pas rester isolés, pour tenir sur la durée, pour aller convaincre les derniers hésitants, il va falloir construire la grève, et la faire s'exprimer activement jour après jour.

Pour se coordonner et trouver ensemble nos méthodes de lutte, toutes les facs mobilisées sont appelées à une coordination nationale ce samedi 19 mars, à l'université Paris 8, où se retrouveront des mandats de chaque assemblée générale. En avant !

CorrespondantEs du NPA Jeunes

Le chiffre

11 millions

C'est le nombre de Syriens (la moitié de la population) qui ont dû quitter leur domicile. 5 millions sont partis à l'étranger. Les 2/3 des Syriens sont en état d'urgence alimentaire. 270 000 sont morts et 1,5 million ont été blessés (selon un décompte de l'ONU interrompu l'été dernier).



Agenda

Jeudis 17, 24 et 31 mars, journées de grèves et de manifestations contre la loi travail.



Samedi 19 mars, manifestation contre la guerre, le racisme et le colonialisme, Paris. A 14h au départ de Barbès.

Samedi 26 mars, rencontres de La Brèche, Paris. *La Fin de l'intellectuel français ?*, avec son auteur Shlomo Sand, à 18h à la librairie La Brèche.

Du mardi 23 au vendredi 26 août, 8^e université d'été du NPA, Port-Leucate. À Rives-des-Corbieres. Accueil des participantEs le lundi 22 août à partir de 14h, départ le samedi 27 août après le petit-déjeuner.

NO COMMENT

Je regrette que nous n'ayons pas fait la loi El Khomri.

Le candidat à la primaire de la droite
JEAN-FRANÇOIS COPÉ,
sur Europe 1 lundi 14 mars



La jeunesse en colère, dans la manifestation du 9 mars à Paris. PHOTO: THÈQUE ROUGE / JMB

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Kristo et Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



VALLS ET ISRAËL Les liaisons dangereuses

On savait Manuel Valls «lié à Israël de manière éternelle», et on connaissait son «engagement absolu» à ses côtés...

Tout le monde se souvient de la honteuse répression dont il a usé contre les manifestations de soutien au peuple de Gaza à l'été 2014. Alors que d'importantes manifestations se déroulaient dans les capitales du monde entier, le gouvernement français avait alors fait le choix d'un soutien inconditionnel aux dirigeants israéliens dans leur massacre du peuple gazaoui.

Engagement personnel et délires révisionnistes

L'ancien maire d'Évry, qui jadis recevait les missions civiles de retour de Palestine et plantait «l'olivier de la paix» dans sa ville, adhère aujourd'hui aux idées des pires zéloteurs de l'État colonialiste.



Des déclarations qui devraient couper toute envie de dîner... DR

Fidèle invité aux dîners annuels du CRIF, il n'a pas hésité cette année à tenir un discours que ne renierait pas l'extrême droite israélienne. Fustigeant le mouvement de soutien au peuple palestinien, et plus particulièrement la campagne BDS, notre halluciné Premier ministre n'hésite plus à s'aventurer dans des amalgames aussi grossiers qu'injurieux, en mettant sur un même plan l'antisionisme et l'antisémitisme : «l'antisionisme est tout simplement le synonyme de l'antisémitisme et la haine d'Israël». Comme le rappellent dans une lettre à Manuel Valls plusieurs personnalités se définissant comme juifs antisionistes, «l'antisionisme est une position politique qui n'a rien à voir historiquement et conceptuellement avec le racisme anti-juif»...

Répression de BDS

Ces déclarations à l'emporte-pièce s'accompagnent d'une accentuation de la répression contre les militantEs. Lors d'une manifestation féministe dimanche 8 mars, Hasna, activiste bien connue de BDS, était sortie du cortège par plusieurs CRS, jetée au sol et embarquée sans ménagement pour avoir osé porter un T-shirt du mouvement. «Inculpée de provocation à la haine», elle était convoquée au commissariat du 3^e arrondissement lundi 14 mars... accompagnée par plus d'une centaine de soutiens.

Mais la répression du mouvement de soutien à la Palestine ne s'arrête pas là : à la demande de Netanyahu en personne, Manuel Valls vient d'interdire les émissions de la chaîne de télévision Al-Aqsa sur le territoire français.

Nous ne nous laisserons pas intimider

Notre soutien à la lutte du peuple palestinien, et les mobilisations qui en découlent font partie de notre identité internationaliste et anticolonialiste. Elles ne seront jamais réfreinées par les menaces de quelque pouvoir que ce soit. Les militantEs du NPA engagés dans la campagne Boycott, Désinvestissement, Sanctions entendent continuer à la développer et à soutenir celles et ceux qui sont et seront victimes de la répression.

Nous répondrons présents à l'appel des militantEs antisionistes israéliens résumé par Michel Warschawski, solidaire de Hasna : «Sanctionnez-nous... Faites tout pour sortir Israël de l'impunité».

Israël, apartheid, boycott ! Palestine vivra, Palestine vaincra !

Alain Pojolat

Opération enfumage

Devant l'ampleur de la mobilisation, une forme de panique a saisi le gouvernement. Les réunions se sont succédé, et Hollande est entré directement dans le jeu se posant en homme de dialogue. Tout cela a abouti à l'opération enfumage du 14 mars.

Pour Valls-Hollande, l'enjeu est clair : amener une partie des organisations syndicales à se déclarer satisfaites de prétendus reculs qu'elles auraient arrachés au gouvernement. Ils s'agitent car, signe de la profondeur du mécontentement, leur principal pion syndical, la CFDT, a été partiellement déstabilisée. Les rassemblements avec l'UNSA, la CFTC et la CGC, organisés le samedi 12 mars, ont été un bide : en fait, ils ont regroupé bien moins de manifestants CFDT que les manifestations du 9 mars, comme celle de Paris où avait défilé un cortège de la CFDT métallurgie opposé à la loi El Khomri.

Dès le 10, les annonces ont commencé à être distillées comme celle de la majoration des cotisations sur les CDD qui en fait relève de la négociation sur le régime d'assurance chômage, négociation loin d'être conclue... Comme l'a fait remarquer le président de l'Unef, William Martinet, «aucune de nos propositions n'a été discutée sérieusement, mais à chaque fois reportée à un autre débat, une autre négociation, un autre projet de loi»...

En trompe-l'œil

Toute cette agitation a débouché sur le nouveau texte présenté par Valls lundi 14 mars. On peut constater que les reculs y sont des plus limités. Ainsi, sur les indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif, le barème qui devait les plafonner

de façon impérative sera seulement «indicatif». Selon Valls, ce barème «sera une aide pour les juges prud'homaux, mais pas un carcan». De qui se moque-t-on ? Cela fait des décennies que les prud'hommes jugent ce genre d'affaires : il s'agit en fait

CODE DU TRAVAIL, LE GOUVERNEMENT SE RETROUVE LES MANCHES



justifiant un licenciement économique sont maintenus mais, dans la nouvelle mouture du texte, le juge pourra vérifier que les multinationales n'organisent pas artificiellement leurs difficultés économiques sur le territoire français pour licencier. S'il est établi que les difficultés financières ont été organisées artificiellement, les licenciements seront requalifiés en licenciements sans cause réelle et sérieuse. Mais comment vérifier ? Les juges débordés ont-ils les moyens de vérifier les multiples techniques qui permettent de peser sur les résultats d'une filiale ? Déjà les inspecteurs des impôts ont le plus grand mal à le faire. Et à supposer qu'ils le fassent, pendant ce temps, les salariés resteront sur le carreau !

Encore des promesses, toujours des reculs

La garantie jeunes, ce dispositif d'accompagnement des «décrocheurs» du système scolaire vers l'emploi, va devenir un droit pour tous les jeunes sans emploi ni formation. «Je souhaite que ce dispositif soit généralisé en 2017», a déclaré Valls. En 2017, après les présidentielles... Des promesses qui n'engagent que ceux qui y croient. Pour ce qui est des forfaits-jours et astreintes dans les PME, ils devront être encadrés par la négociation.

de renforcer la position de la partie patronale. Et pourtant la CFDT se félicite et présente cela comme un recul majeur. En matière de licenciements économiques, même entourloupe. Les critères de baisse du chiffre d'affaires

C'est bien la moindre des choses pour quelque chose qui a une conséquence majeure sur la vie et la santé des salariés : comme le rappelle un médecin du travail, la survenue d'accidents vasculaires cérébraux, et dans une moindre mesure d'infarctus, est en effet fortement corrélée au temps de travail hebdomadaire. Par ailleurs, le texte contient des dispositions encadrant l'activité des médecins du travail négatives pour la santé des salariés et leur maintien dans l'emploi en cas de problème de santé : l'employeur pourrait être délié de l'obligation de reclassement qui existait jusqu'ici (au moins sur le papier) et pourrait licencier le salarié pour «motif personnel».

Valls est content : il aime toujours l'entreprise...

Au total, Valls n'a pas lâché grand-chose : avec ses 52 articles et ses 131 pages, le projet de loi reste pour l'essentiel aussi nocif. Le Premier ministre ne dissimule pas son plaisir et déclare dans sa conférence de presse après la rencontre avec les prétendus partenaires sociaux du 14 mars : «Nous souhaitons donner plus de liberté, plus de visibilité, aux entreprises... Qui pensait il y a trois mois qu'on pourrait réécrire 125 pages de notre code du travail?»

Le Medef a beau se déclarer «déçu» des nouvelles annonces gouvernementales, pour lui l'essentiel a été maintenu. Et comme prévu, la direction de la CFDT et la Fage étudiante sont satisfaites...

La mobilisation s'impose plus que jamais.

Henri Wilno

FRONT DE GAUCHE

Mort... mais personne pour l'enterrer ?

Depuis l'élection présidentielle de 2012, la dynamique du Front de gauche est au point mort. Celle-ci a été bien attaquée lors des élections intermédiaires, où le PCF et le PG, les deux principales composantes n'ont pas eu la même stratégie vis-à-vis du PS. Aujourd'hui les divergences semblent indépassables.

Les dernières élections régionales ont été mortifères pour la coalition : illisibilité totale et stratégie à géométrie variable selon les régions qui ont abouti à ne recueillir que 4% des suffrages. Le Parti communiste y a perdu près de la moitié de ses élus, et le Parti de gauche, dans son alliance avec Europe Écologie-Les Verts, a été loin très loin de ses espérances. Face à cette stratégie, le constat d'échec semble largement partagé par les deux protagonistes.

Selon Dartinolles, porte-parole du PCF : «Le Front de gauche n'est pas arrivé à recomposer la gauche, malgré une dynamique positive jusqu'en 2012. Le PCF a pourtant mouillé la chemise, jusqu'à soutenir un candidat hors de ses rangs : Jean-Luc Mélenchon. Mais depuis, nous avons cherché à refaire le match. La stratégie du Front (de gauche) contre Front (national), notamment, est un échec. Elle nous a détournés de l'adresse au peuple de gauche. Nous sommes retombés dans les clivages, et le débat est revenu à de la stratégie électorale». Et pour Coquerel, coordinateur du PG, le Front de gauche ne serait qu'«un

cartel de partis qui ne correspond plus à la période politique». Chacun à sa manière met donc aux oubliettes le Front de gauche...

Démarches opposées

Et l'ambiance, ces dernières semaines, ne s'est pas arrangée, loin s'en faut. La divergence du moment concerne évidemment la présidentielle de 2017. Pour le PG, quel qu'en soit le cadre, la question de la primaire ne se pose pas. Seul Mélenchon, qui a annoncé sa candidature, peut «prétendre à un score

Pour le PCF, «La primaire convoque l'idée d'alternative de gauche, lui redonne ses lettres de noblesse. Elle permettrait de relancer un débat de contenu, de redéfinir des points d'accord»...y compris avec le PS. En effet, pour le PCF, des primaires de toute la gauche sont nécessaires pour «écarter l'impasse Hollande et Valls par l'émergence d'une autre voie à gauche»...

Et chaque composante, dans les faits, de préparer cette élection chacune de son côté : Mélenchon a annoncé que des procédures citoyennes, autour de



Qui en veut ? JMB

à deux chiffres», et la primaire n'est qu'«un concours Lépine du meilleur candidat». Pour Mélenchon, dans une tradition finalement assez 5^e République, la seule primaire qui vaille, «c'est le premier tour» de la présidentielle.

sa candidature et de son site, gèreraient en même temps la campagne de la présidentielle et les législatives de 2017, et le Conseil national du PCF en appelle à de larges assemblées citoyennes pour définir un socle programmatique commun et pour

désigner des candidatures aux élections législatives, porteuses d'options communes à la gauche tout entière...

La guerre est déclarée

Sur les réseaux sociaux et par médias interposés, les mots doux fleurissent entre les deux composantes. Pour Dartinolles, Mélenchon ne «pense qu'à sa pomme pour la prochaine élection présidentielle», tandis que Mélenchon dénonce un «tir de barrage de [ses] prétendus amis du Front de gauche (...) ce quarteron d'apparatchiks qui me regarde depuis son balcon et me jette des pierres parce que c'est la seule activité à laquelle ils soient bons». Ambiance.

Cette divergence de stratégie vis-à-vis du PS n'est pas une surprise. Mise sous le tapis lors de la constitution du Front de gauche et de la campagne des présidentielles 2012, elle n'a pas résisté aux élections suivantes. Mais quoi qu'il en soit, la disparition du Front de gauche met en lumière le défi politique majeur qui nous est posé : la nécessité de construire une alternative anticapitaliste à la gauche institutionnelle et à ses satellites.

Sandra Demarcq

BRÉSIL

Le gouvernement ne tient plus qu'à un fil

Ce dimanche 13 mars, dans plus de 300 villes brésiliennes ont eu lieu des manifestations contre le gouvernement Dilma Rousseff et pour sa destitution. On s'y est exprimé contre à la fois la corruption, la situation économique du pays, le PT, et l'ancien président Lula...

Tout le monde s'accorde pour dire que ce sont les plus grandes manifestations au Brésil depuis des dizaines d'années : plus grandes que les manifestations du même type de 2015 ; que celles, très différentes, de 2013 ; que celles qui exigeaient la démission de Collor en 1992 ; et peut-être même que celles de la campagne pour les élections directes (contre la dictature militaire) en 1983-84. L'essor des manifestations a été favorisé tant par l'aggravation de la crise économique qui a commencé à la fin de 2014 (le PIB a chuté de 3,8% en 2015) que par la poursuite des enquêtes et des procès contre la corruption, à commencer par l'« Opération lavage express » (« operação lava jato ») autour de l'entreprise Petrobrás. L'énorme retentissement de la garde à vue de l'ancien président Lula le 4 mars, puis de la demande de son placement en détention préventive le 9, et plus généralement l'attitude générale des médias, ont aussi encouragé ces manifestations. D'un autre côté, les manifestations ont représenté une minorité de la société brésilienne : y ont participé des couches à revenu moyen et élevé, surtout des blancs. Les couches qui habitent les banlieues des grandes villes et qui souffrent le plus de la crise économique n'y ont que très peu participé, bien que, parmi elles aussi, prédomine le mécontentement contre le gouvernement.

Au cœur de la crise politique
L'autre mauvaise nouvelle pour le gouvernement Dilma est que le PMDB (centre droit), un des deux plus grands partis qui le soutiennent

(l'autre étant le PT) tend à l'abandonner. Il a tenu une Convention samedi 12 et s'est donné un délai de 30 jours pour délibérer sur un projet de rupture avec le gouvernement. Il est des lors apparu évident qu'il négocie avec les partis de l'opposition, à commencer par le PSDB, sa place dans l'« après-Dilma ». Le PT lui-même se trouve dans une position des plus confuses. Il défend le gouvernement, mais s'oppose à ses politiques, qu'il s'agisse de celles qui sont déjà mises en œuvre (la politique économique de « l'ajustement fiscal ») ou de celles qui sont en projet (la nouvelle réforme de la sécurité sociale). Des mouvements sociaux qui lui sont liés ont appelé à se mobiliser contre l'impeachment, mais ont aussi pris position contre la politique économique du gouvernement et contre plusieurs des projets (par exemple la loi « antiterroriste »). Il y a peu de chances qu'ils aient du succès. Pour envenimer le tout, on commence à voir apparaître des accusations de financements illégaux d'une partie de la campagne présidentielle de Dilma Rousseff en 2014. Cela battrait en brèche l'un des principaux arguments contre

le processus d'impeachment : celui selon lequel il n'y avait aucune accusation directe contre Dilma. Avec la poursuite de l'enquête, et avec l'existence de plusieurs « dénonciations primées » en cours (aveux avec promesse de réduction de peine), nul doute que la situation ne peut que se dégrader pour le gouvernement et le PT (mais aussi, à un moindre degré, pour les autres partis, y compris ceux de l'opposition de droite).

Dilma Rousseff jusqu'au bout ?

Dans ce cadre, les chances qui restent à Dilma d'aller au bout de son mandat se sont considérablement réduites. On ne voit pas de quelle manière le gouvernement pourrait réagir. Tout d'abord, les dégâts provoqués par le développement des accusations de corruption sont énormes. Bien sûr, les procureurs et les juges qui enquêtent sur Lula et d'autres Petistes ont agi d'une manière inéquitable et, parfois, à la limite de la légalité. D'une part, ils ne mènent pas d'enquête contre des membres d'autres partis (tels que le PMDB ou le PP, eux aussi au gouvernement, ou le PSDB) qui trempent également dans l'affaire. D'autre part il n'y avait aucune



CHARMAG

ÉTAT ESPAGNOL Fin du premier round, changement de rythme

Après deux tours d'investiture, le Parlement espagnol a dit non à l'accord entre Pedro Sánchez et Albert Rivera, entre le PSOE et Ciudadanos...

L'accord a été présenté comme une proposition de « centre progressiste » (évidemment, personne de sensé ne va se présenter comme « rétrograde »...), capable de parvenir à des accords, tant avec la gauche de la chambre représentée par Podemos et Izquierda Unida qu'avec la droite du PP. Cependant, aucune de ces deux options n'a été possible. Les chiffres démontrent qu'associer « centre » avec « majorité », comme l'ont suggéré à diverses reprises les inspirateurs de l'accord, n'est qu'un piège bon marché. Les seules majorités qui semblent arithmétiquement réalisables sont soit un gouvernement de coalition entre les forces « constitutionnalistes » (pro-régime et pro-troïka), soit un tournant du PSOE à gauche et une large coalition avec Podemos, avec l'appui tacite des nationalistes. Pourquoi aucune de ces deux options ne s'est matérialisée ?

Le PP n'a pas soutenu la proposition du PSOE-Ciudadanos, non pas parce que cela ne coïncide pas fondamentalement avec son programme, mais parce que ce n'est pas lui qui l'a impulsé. Le PP est un appareil monstrueux, qui gouverne depuis quatre ans retranché dans sa majorité absolue, alors que dans la société se produisaient des recompositions et changements qui n'avaient pas de reflet immédiat au Parlement, mais qui érodaient le statu quo. Entre leurs scandales de corruption et la nouvelle réalité électorale, le PP est un parti en crise.

Le bloc du changement
Pourquoi l'accord n'a pas convaincu Podemos ? Parce que Podemos, avec toutes ses limites, erreurs et contradictions, n'est pas une force sociale subalterne. Pablo Iglesias a insisté maintes fois sur le fait que toute négociation avec le PSOE doit être une négociation entre égaux. De là sa proposition de gouvernement

commun où les deux partis se partageraient les postes à 50%. Bien que la proposition du référendum et certaines propositions économiques soient une brèche difficile à éviter pour un PSOE engagé dans l'orthodoxie néolibérale et le fanatisme constitutionnel, la lutte pour l'hégémonie dans le camp politique de la gauche rend aussi impossible et de manière décisive, un tel accord. PSOE et Ciudadanos ont déjà annoncé qu'ils continueront à négocier pour atteindre le gouvernement. Le PSOE essaiera de faire pression sur Podemos, tandis que, dans un grossier partage des rôles, Ciudadanos essaiera de faire de même avec le PP. On ne peut écarter que le climat d'ingouvernabilité favorise des solutions centristes de type technocratique style italien, qui renforceront temporairement le rôle de Albert Rivera (Ciudadanos). Dans le « bloc du changement », le défi que nous avons devant nous est immense. Pendant que nous maintenons une dynamique d'attaque, face à la grande coalition que les partis du régime planifient et en même temps se disputent, nous

justification à la garde à vue lors de la convocation de Lula et encore moins pour une demande de détention préventive (qui n'est pas encore décidée par un tribunal). Lula s'est posé en victime de persécution, et a recueilli sympathie et solidarité, au-delà de ceux qui le soutiennent politiquement. Comme l'ont montré les manifestations, cela n'a pas suffi à limiter les dégâts, encore moins à inverser le courant. De plus, les accusations portées contre lui et beaucoup d'autres Petistes n'ont pas l'air d'être mensongères. On peut avoir des doutes sur le fait que Lula aurait enfreint tel ou tel article du Code pénal, mais il n'y en a aucun sur le fait qu'il a au minimum fait l'objet de faveurs de la part d'entreprises, principalement du bâtiment, pour son confort personnel (en particulier un logement dont il n'est pas officiellement propriétaire, mais qu'il occupe régulièrement avec sa famille). Quoi qu'il en soit, le PT et le gouvernement ont estimé que seul Lula a encore un prestige suffisant et la capacité de les sauver : Dilma a fait appel à Lula pour qu'il entre au gouvernement, et il semble qu'il soit prêt à accepter. Si cela venait à se confirmer, ce serait un jeu très risqué. L'entrée de Lula au gouvernement maintenant est une manœuvre désespérée. Comme l'ensemble du PT, il a critiqué la politique économique de Dilma. Va-t-elle en changer ? Si elle le fait, n'aura-t-elle pas l'image de quelqu'un qui ne sait plus quoi faire ? Et si elle ne le fait pas, ne perdra-t-elle pas sa base parlementaire ?

De Sao Paulo, João Machado
(Traduction par Jean-José Mesguen)
Intertitres de la rédaction

GRÈCE

Une nouvelle tempête se prépare

Quelques mois seulement après les élections du 20 septembre 2015, Tsipras alors « triomphant » s'était tourné vers les partis vaincus pour demander leur aide, montrant ainsi sa difficulté de gérer une crise sociale et politique aiguë...

Quelques mois plus tard, ce vendredi 4 mars, Alexis Tsipras a solennellement convoqué le « Conseil des chefs politiques », les dirigeants des partis parlementaires. Officiellement, l'agenda était la crise des réfugiés. En réalité, tout le monde sait que l'objet de la discussion était l'organisation d'un élargissement de la base parlementaire du gouvernement Syriza-Anel, peut-être vers un gouvernement d'unité nationale (avec le principal parti de droite Nouvelle Démocratie). En effet, le gouvernement s'épuise à un rythme accéléré et se trouve face à un double problème : les difficultés de l'application du 3^e Mémoire et la crise des réfugiés. Le premier test qui attendait Tsipras après la mutation de Syriza et la signature de l'accord honteux de 13 juillet avec les prêteurs et les eurodirections, était son obligation d'appliquer une contre-réforme sauvage du système de sécurité sociale. Mise en avant par le ministre de Travail Katrougkalos, elle aurait comme résultat la désintégration du système public de Sécurité sociale et l'entrée massive des entreprises privées dans le secteur des retraites et des soins. Ces projets ont provoqué de grandes mobilisations des agriculteurs et des professions indépendantes, premières victimes de la contre-réforme. Le gouvernement a essayé d'éviter les mobilisations des ouvriers (après le succès de la grève générale du 4 février), en faisant la promesse que les retraites des salariés ne seront pas touchées. Tout le monde sait que cette promesse est fautive...

Un gouvernement qui recule sur tous les fronts
Pour le moment, nous sommes dans une phase de suspension des mobilisations. Les directions des agriculteurs et des indépendants ont reculé après les promesses de Tsipras d'organiser un « dialogue ». Mais le gouvernement qui doit présenter la loi sur la Sécurité sociale fin mars - début avril, va devoir faire face à une nouvelle mobilisation générale. Un gouvernement qui bat en retraite sur les questions économiques recule aussi sur tous les fronts, dont celui du racisme : les réfugiés continuent à se noyer en mer Égée, et ceux qui passent sont « hébergés » dans des conditions misérables, devenues encore pires après la décision des pays des Balkans de fermer le « couloir Balkan » vers l'Union européenne. Tsipras a aussi demandé à l'Otan que sa flotte militaire assume la mission de « repousser » les réfugiés vers la Turquie, relançant l'antagonisme entre la Turquie et la Grèce pour le leadership de la région. Aujourd'hui, l'antiracisme est donc étroitement lié à la lutte anti-impérialiste et antiguerre. Le gouvernement de Tsipras ne peut pas gérer la combinaison de ces problèmes, et une nouvelle crise politique profonde s'ouvre. Unité Populaire (UP) a été battue dans les élections du 20 septembre mais conserve un grand nombre de militantEs ayant l'expérience de l'organisation des luttes. DEA milite en son sein. En vue de la conférence fondatrice de UP (probablement en mai), nous menons ouvertement la bataille pour une politique véritablement radicale de la gauche anticapitaliste, mais aussi pour la Constitution démocratique et l'élargissement de UP. Le Red Network que nous co-animeons organise des discussions partout dans le pays, où nous défendons la nécessité de rassembler toute la gauche anticapitaliste, d'Antarsya jusqu'aux groupes radicaux qui ont quitté Syriza mais ne participent pas à UP. Nous discutons d'un programme transitoire nécessaire pour faire face à l'UE, et défendre la nécessité d'une perspective socialiste. Mais nous avons conscience que nous n'avons pas le luxe du temps : les événements s'accroissent, vers une grande crise sociale et politique !

D'Athènes, Antonis Ntavanellos
(DEA / Unité populaire)

Dans *The Atlantic* le 10 mars, Barack Obama désavoue la coalition conduite par la France et la Grande-Bretagne qui a commencé, en 2011, l'intervention en Libye ; celle-ci aboutissant, après la chute du régime de Mouammar Kadhafi, à la désagrégation du pays. « La Libye est plongée dans le chaos », constate Obama. Selon lui, Sarkozy « voulait claironner ses succès dans la campagne aérienne alors que nous avons détruit toutes les défenses anti-aériennes ». Une juste appréciation de l'aventurisme politique de la politique de la France sous Sarkozy et que Hollande poursuit avec zèle. Mais Obama claironne aussi pour tenter de masquer le rôle des USA dans la désagrégation de tout le Moyen Orient. Il se dit « fier » d'avoir renoncé à frapper le régime syrien de Bachar al-Assad il y a près de trois ans, lorsque ce dernier avait franchi une « ligne rouge » avec une attaque chimique, à l'été 2013. Satisfait de lui-même, Obama veut masquer ses responsabilités en Irak, en Afghanistan, et aussi en Syrie où il a laissé la dictature écraser la révolte populaire, ou en Égypte où il accorde son soutien à l'armée qui fait régner la terreur. En voulant étouffer voire écraser les révolutions arabes, la politique des grandes puissances sous la direction des USA a engendré sur tout le Moyen-Orient le chaos qui a nourri Daesh. 5 ans après l'intervention franco-britannique, ce dossier revient sur ce processus au sein duquel la Libye occupe une place particulière. Là comme dans tout le Moyen-Orient, la révolte des peuples reste bien vivante.



COMMENT KADHAFI EST DEVENU L'AMI DES GRANDES PUISSANCES OCCIDENTALES

Le régime est fondé – en large partie – sur le pouvoir personnel d'un « leader charismatique » qui restera au pouvoir sans interruption pendant 42 années...

La régime a été habitué à suivre les modes idéologiques du moment, telle qu'adoptées par le chef: du nationalisme arabe et du nassérisme en passant par le « socialisme », le maoïsme, puis le panafricanisme et certains éléments de l'islamisme, jusqu'à la « modération » auto-proclamée. Cette dernière s'est accompagnée d'un début de privatisations et d'un rapprochement avec les grandes puissances occidentales. Le régime est basé en grande partie, dans sa pratique, sur l'intimidation des « déviants » potentiels, sur l'existence de milices ayant carte blanche du chef... et sur la pratique de la torture. Tels étaient, parmi d'autres, quelques-uns des traits caractéristiques du régime de Mouammar Kadhafi en Libye.

Du nationaliste « révolutionnaire »...

Arrivé au pouvoir à l'âge de 27 ans en tant que dirigeant des jeunes officiers à l'origine d'un putsch qui eut lieu le 1^{er} septembre 1969 et chassa l'ancien roi Idriss, le « révolutionnaire » Kadhafi y restera jusqu'à son renversement violent en août

2011, suivi de sa mort intervenue le 20 octobre 2011. Dans ses jeunes années, Kadhafi se voyait, s'imaginait, comme un grand « révolutionnaire », celui qui chassait les puissances étrangères et rétablissait la fierté d'un pays, auparavant dominé et humilié – ce qui était vrai – par la puissance coloniale italienne, puis les Britanniques et Américains. Sa première période panafricaniste, pendant laquelle il se rêvait en successeur du président égyptien Gamal Abdel Nasser – dont la popularité (quelle que soit la nature de son pouvoir) fut réelle à l'échelle de la région – fut abrégée malgré lui : les autres Arabes lui riaient au nez vu sa grandiloquence.

Par la suite, après une période plus ou moins « maoïste » et influencée par le tiers-mondisme, Kadhafi se fit le héros d'un panafricanisme qui allait de pair avec le recrutement de deux millions de travailleurs immigrés africains (subsahariens), pour cinq millions d'habitants de nationalité libyenne. La réalité fut cependant bien plus prosaïque : grâce à la rente pétrolière, la majorité des Libyens était exonérée du travail physique ou des travaux « ingrats »... laissés aux immigrés. Et durant une période, le régime

fit de la propagande officielle en faveur des mariages mixtes (libyo-africains). Mais quand, en 1999-2000, une partie de la population trouva un exutoire dans des pogroms anti-Noirs, le régime abandonna vite sa position antérieure.

... à la paranoïa du pouvoir

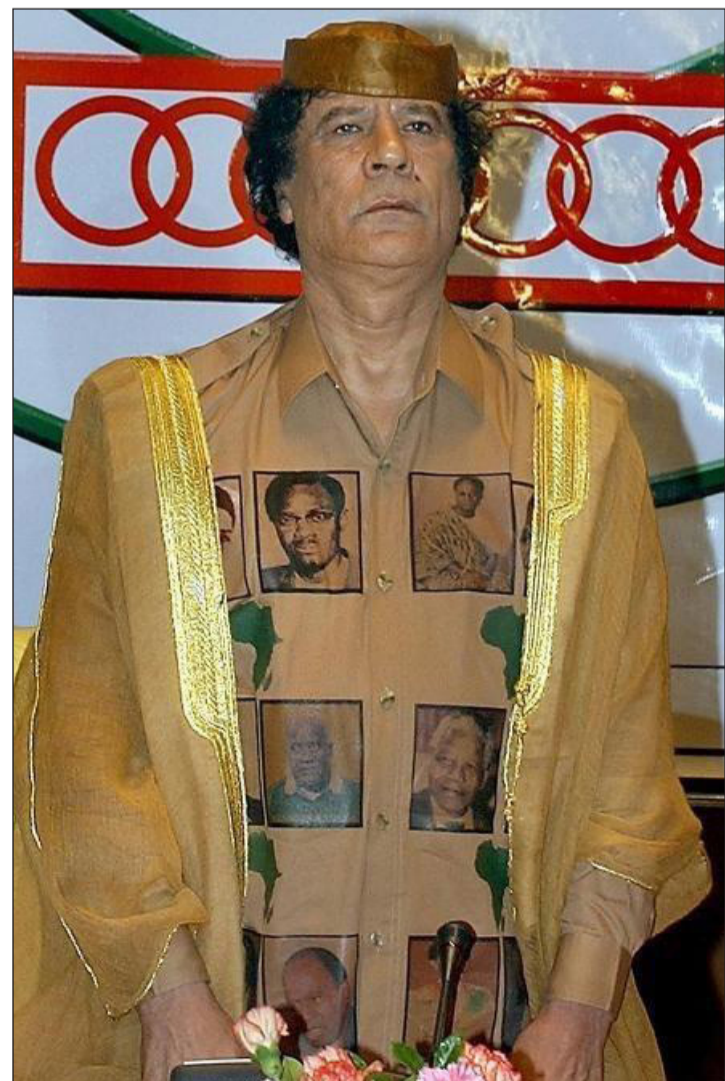
À partir du milieu de la décennie 2000, le régime négocia avec plusieurs pays de l'Union européenne des traités pour la « réadmission » de migrantEs passés par la Libye, et considérés comme non désirables par les pays de la « Forteresse Europe ». À partir de 2004 et à plusieurs reprises, des accords ont été conclus avec l'Italie de Berlusconi. À partir de ce moment, La Libye de Kadhafi se dota d'une trentaine de camps d'interne-ment de migrantEs venant du Soudan, d'Érythrée, de Somalie et d'autres pays du continent africain. Dans ces lieux d'enfermement, les mauvais traitements étaient monnaie courante... Ce n'était pas le seul obstacle du rapprochement du régime libyen de l'époque avec les grandes puissances impérialistes. À partir de 1986 et plus encore dans la décennie suivante, la Libye kadhafiste était diplomatiquement isolée : son leader était soupçonné d'avoir commandité plusieurs attentats plus ou moins aveugles. (notamment dans une discothèque à Berlin-Ouest en mars 1986, entraînant

des bombardements US sur Tripoli et Benghazi en avril 86, ou contre des avions au-dessus de l'Écosse en 1988 – l'attentat de Lockerbie –, puis au-dessus du Niger en 1989). L'embargo frappant les investissements économiques en Libye, durci en 1992, conduisit à une économie de la pénurie. C'est à cette période que Kadhafi tenta de légitimer son régime par la prétendue volonté d'Allah... et avec l'application de peines « islamiques » draconiennes. Cela même si le clergé traditionnel et les mouvements islamistes organisés le qualifiaient d'« imposteur »... En 2003, Kadhafi reconnut le danger : que son régime figure en tant que « prochaine cible » sur la liste de cibles potentielles, dans un agenda US qui venait d'abattre la dictature de Saddam Hussein en Irak tout en occupant le pays entier. Afin d'éviter le même sort, Kadhafi conclut en décembre de la même année un accord avec les gouvernements US et britannique. Il déclara alors renoncer aux armes de destruction massive (en livrant certaines composantes nucléaires et chimiques qu'il détenait), ainsi qu'au terrorisme. Il accepta d'indemniser les victimes de Lockerbie et du vol UTA. À la même période, l'ouverture – notamment – de l'industrie pétrolière libyenne, puis d'autres secteurs, aux investissements occidentaux fut décrétée. Le tout accompagné d'un profil de « bon élève » en matière de coopération

avec l'Union européenne, pour combattre l'« immigration illégale ».

Tout cela n'empêchera pas sa chute...

Bertold du Ryon



Kadhafi, période panafricaine. DR

IL Y A CINQ ANS DÉBUTAIT L'INTERVENTION...

Cela va faire tout juste cinq ans que l'intervention militaire franco-britannique en Libye a commencé, débutée le 19 mars 2011 et justifiée par la résolution numéro 1973 des Nations unies adoptée le 16 mars 2011 qui légitimait « le recours à la force » contre le régime de Kadhafi.

Les instigateurs de cette intervention étaient bien plus le président français de l'époque, Nicolas Sarkozy, et le Premier ministre britannique David Cameron que l'administration étatsunienne. A l'époque, c'était surtout Sarkozy qui était aux avant-postes de l'intervention. Mais comment en est-il arrivé là ? Il faut se rappeler tout de même que peu de temps avant, Sarkozy semblait encore trouver un certain charme au dictateur libyen... Ainsi, le 25 avril 2007, la première visite d'État transcontinentale de Nicolas Sarkozy récemment élu l'avait mené à Tripoli, sous prétexte de présider à la libération des infirmières bulgares emprisonnées sous le prétexte fallacieux d'avoir répandu le SIDA en Libye. En réalité, cette libération (contre

une rançon de fait de plus de 400 millions de dollars payée en fait par le Qatar) avait été négociée en amont. Une visite de juillet 2007 servit, en pratique, surtout à signer des contrats en matière d'armement et de livraison de centrales nucléaires. En décembre 2007 eut lieu en retour la visite du « guide » Mouammar Kadhafi à Paris, où il s'acharna à imposer ses volontés à son hôte Sarkozy, notamment en plantant sa tente pendant une semaine dans la cour de l'Élysée...

De l'aventurisme militaire à la catastrophe

Comment Nicolas Sarkozy, d'ami pathétique du dictateur Sarkozy, est-il devenu le premier défenseur d'une intervention militaire contre son régime ? Le 11 janvier 2011, sa ministre des Affaires

étrangères, Michèle Alliot-Marie, avait proposé publiquement le « savoir-faire policier français » à la dictature tunisienne. Et trois jours plus tard, le chef du régime tunisien, Ben Ali, prit la fuite. On sut alors qu'entre Noël 2010 et le jour de l'an 2011, Alliot-Marie passa ses vacances en Tunisie aux frais d'un milliardaire local, Aziz Miled, à la fois proche de Ben Ali... et partenaire en affaires de Kadhafi. Le conjoint de la ministre, Patrick Ollier, lui aussi ministre UMP, était quant à lui le président du groupe parlementaire d'amitié France-Libye depuis 2000, faisant du lobbying pour l'entrée d'entreprises françaises dans ce pays de cocagne. Bref, si Sarkozy n'avait pas renvoyé sa ministre (chose faite le 27 février 2011) mais aussi pris ostensiblement ses distances

avec le régime libyen, la France aurait été clairement identifiée aux anciens régimes dans la région, risquant de perdre durablement en influence si ces régimes étaient renversés. Alors il décida de prendre la tête d'une intervention... quels que soient ses résultats sur le terrain, le renversement du régime ne s'appuyant pas sur un mouvement civil de masse comme en Tunisie et en Égypte. Un état des choses aussi lié à la nature du régime et à l'absence d'un prolétariat libyen, dans un pays où le travail physique fut largement laissé aux immigrés. Lors de la chute de l'ancienne dictature fin août 2011, on trouva dans les décombres des palais de Kadhafi des documents compromettants sur des entreprises françaises. Ainsi, la société Qosmos avait

doté l'ancien régime en matériel de surveillance de masse en matière de télécommunication et d'Internet. C'est aussi pour effacer de telles traces que Sarkozy prit les devants en ordonnant une intervention militaire. Avec l'héritage de l'ancien régime qui avait artificiellement

maintenu une structure politique « tribalisée » du pays (l'interdiction de tout parti ou syndicat laissant les structures claniques comme seuls interlocuteurs), cette intervention a contribué à laisser la Libye dans une situation véritablement catastrophique.

Bertold du Ryon



Des rebelles libyens brandissant le drapeau français à Benghazi le 24 mars 2011. DR

UN ESPOIR QUI PERSISTE

Beaucoup ont vu dans la chute de Kadhafi, une simple opération de l'impérialisme, occultant pourtant un fait majeur : la mobilisation massive des populations contre une dictature.

Dès le début de cette révolte populaire, l'intervention militaire occidentale va brouiller les cartes et empêcher une maturation politique qui aurait permis une prise de distance au moins partielle de l'héritage délétère de quatre décennies de pouvoir absolu. Pendant quarante ans, Kadhafi a monté les unes contre les autres les villes et les tribus qui structuraient la société libyenne, sa « Jamahiriya » (État des masses) ayant interdit les partis et associations et sauvagement réprimé toute expression politique indépendante. La Libye d'aujourd'hui continue de payer sa politique de division et de clientélisme.

Une révolution dévoyée

Juste après la révolution, une vie politique et sociale intense va se développer. Ainsi surgissent des associations plus ou moins formelles à travers tout le pays. Les premières élections qui se déroulent en juillet 2012, vont rencontrer un vif succès, avec

une participation de 80 %. Le Congrès général national (CGN) est composé de 80 sièges réservés aux partis politiques et de 120 aux indépendants, une surreprésentation qui aura des effets négatifs sur le devenir de la révolution. Les résultats de cette première élection libre donnent 39 sièges à l'Alliance des forces nationales, regroupement de libéraux et de nationalistes, et seulement 17 aux islamistes des Frères musulmans. Malgré leur faiblesse, les islamistes vont construire une majorité autour d'eux en menant des batailles législatives contre le droit des femmes et en faveur de l'islamisation de la société qui va rencontrer l'assentiment d'une majorité d'indépendants, qui ne sont que des notables conservateurs. À cela s'ajoute la loi d'exclusion politique qui va permettre à l'aile islamiste de se renforcer au détriment de l'aile plus libérale et séculière. Dans le gouvernement issu du CGN, les islamistes vont contrôler trois ministères clefs, ceux du pétrole, de la défense et de

l'intérieur. Résultat, la vente du pétrole hors de tout contrôle va permettre aux islamistes de financer leur milice.

La militarisation de la société

Le gouvernement d'Ali Zeidan issu de ces élections va tenter d'acheter le soutien de chaque partie en dépensant le double du budget. Incapable de contrôler les multiples groupes armés, il est contesté par le mouvement « rébellion » et se trouve de plus en plus affaibli. Les séquelles de la guerre (détenus torturés, assassinats, viols et destructions réciproques) ravivent les divisions anciennes entre les différentes villes du pays. Les islamistes et Misrata vont pousser à régler leurs conflits militairement, contribuant à une fragmentation de la société libyenne. Le 16 mai 2014, un tournant va s'opérer avec l'opération Al-Karama (« Dignité ») du général Khalifa Haftar. Cet ancien général de Kadhafi passé à l'opposition s'appuie sur les restes de

l'armée de l'air, des fédéralistes de la Cyrénaïque et la milice de Zintane. Prétendant sauver la Libye d'un complot islamiste, sa vision simpliste et militaire va contribuer à unir la plupart des milices de Tripoli, Ghariane, Zaouia et Zouara autour de l'axe islamiste qui forme la coalition « Aube de la Libye ». C'est dans ce cadre que va se dérouler l'élection de 2014 qui connaît une participation de moins de 20%... Les islamistes remportent seulement 30 sièges, contre 50 pour l'Alliance des forces nationales et 25 pour les fédéralistes, le reste étant partagé par les indépendants. Contesté par les islamistes, la Libye va désormais avoir deux Parlements : celui de 2012 qui siège à Tripoli, dominé par les islamistes, et celui de Tobrouk, issu des dernières élections reconnues par la communauté internationale. Le premier tire sa légitimité de sa fidélité à la révolution, le second de l'expression populaire. Dans les deux cas, leur légitimité reste douteuse,

car la fidélité à la révolution impliquerait la liberté pour les Libyens. Quant à la légitimité populaire, elle est mise à mal au vu de la participation électorale très faible.

Chaque camp sait pertinemment qu'il ne pourra l'emporter militairement, entraînant une recherche de soutien à l'extérieur. Ainsi la Turquie et le Qatar vont soutenir Tripoli tandis que l'Égypte et les Émirats arabes unis vont se ranger du côté de Tobrouk, ce qui ne fera que complexifier la situation. Les divisions anciennes liées à la terre et à l'accès aux points d'eau sont ravivées par le contrôle politique et la répartition de la rente pétrolière depuis la révolution, sans parler des trafics d'armes de drogue et de migrants. Comme pour le Nord, les conflits sont largement dominés par des enjeux économiques et de pouvoir.

L'implantation du djihadisme

C'est dans ce contexte qu'apparaît Daesh qui réussit à se construire

notamment à Derna. Leurs partisans se feront expulsés par la population, exaspérée par leurs méfaits. Cependant, l'État islamique va prospérer en incorporant des membres d'Ansar el-Charia, en crise après la mort de leur leader Al-Zahawi lors des affrontements avec le général Haftar. Leur fief est désormais à Syrte qui n'a nullement une tradition djihadiste, mais était le dernier bastion des partisans de Kadhafi, et à ce titre ostracisé depuis le début de la révolution. La militarisation déstructure les rapports sociaux et pousse les individus dans leur communauté qui apparaît comme la seule structure capable de la protéger, entraînant une logique de confrontation. Cette situation ne fait que renforcer l'État islamique autour du ressentiment d'une partie de la population. L'enjeu est d'inverser cette tendance. Les résultats des élections mais aussi la société civile et les aspirations de la jeunesse du pays sont des points d'appui.

Paul Martial

STOPPER LA NOUVELLE CATASTROPHE

L'intervention militaire française en Libye a déjà commencé avec l'envoi des forces spéciales ayant pour mission le renseignement et l'identification des cibles pour les frappes aériennes futures.

Pour se conformer à la loi internationale, l'intervention militaire des Occidentaux en Libye doit être encadrée soit par une résolution de l'ONU, soit par une demande expresse du gouvernement libyen. Peu de chance que le Conseil de sécurité des Nations unies accepte une nouvelle intervention. En effet, Russes et Chinois ont toujours eu en travers de la gorge la transformation par les Occidentaux de la résolution 1973, autorisant des frappes aériennes pour protéger la population civile, en guerre ouverte contre Kadhafi.

Un gouvernement d'union nationale pour la guerre

Confronté à deux structures de pouvoir en Libye, les Nations unies tentent depuis plusieurs mois de mettre en place un gouvernement de consensus national regroupant l'autorité de Tripoli et celle de Tobrouk. Le bilan de ces efforts reste vain. Aux deux gouvernements existants, les Nations unies viennent d'en rajouter un troisième... soutenu par personne. Et pour cause, puisque son premier objectif serait de demander aux occidentaux de bombarder le pays.

L'agenda des Occidentaux se concentre autour de la lutte contre Daesh, la sécurisation du sud du pays mais aussi la lutte contre l'immigration, et impose d'aller vite pour construire ce gouvernement d'union nationale. Aussi ils brandissent le bâton : ceux qui n'approuveront pas cette fiction légale seront l'objet de sanctions personnalisées. L'intervention militaire occidentale ne ferait qu'accroître la souffrance des populations et serait contreproductive en renforçant le radicalisme religieux qui est loin d'être majoritaire dans le pays. Elle aurait aussi

pour conséquence de mettre sous tutelle le pays pendant de longues années en imposant un état de guerre permanent, et saperait les tentatives d'unification du pays.

Reconstruire un vivre ensemble en Libye

À l'encontre du plan occidental refusé par la plupart des pays de la région, des négociations se mènent entre les factions des deux parties qui ne veulent pas que la Libye passe sous mandat occidental comme l'Irak. Un processus inter-libyen a été lancé à Tunis avec la signature d'un

accord d'intérêt, puis à Malte ; Les présidents des deux Parlements, Aqila Salah et Nouri Abou Sahmein, tous deux opposés à l'intervention, se sont rencontrés. La fragmentation du pays, l'importance des structures locales dans la vie politique, imposent que l'ensemble des populations soit impliqué dans la recherche d'une paix qui pour être durable doit être assortie de structures politiques qui garantissent le respect des spécificités des différentes populations, un accès équitable aux richesses du pays. Cette voie s'oppose résolument à la politique de Bruxelles et de

Washington qui tentent d'imposer leur solution de guerre au risque d'une implosion régionale.

Paul Martial



Le 19 février, après un raid à Sabratha dans l'ouest de la Libye, contre des membres présumés du groupe Etat islamique... DR

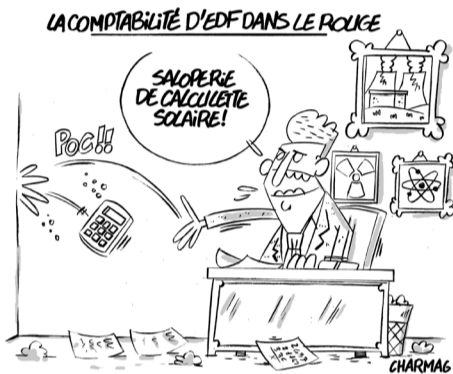
EDF

Une crise prévisible

Annoncée dimanche 6 mars, la démission du directeur financier d'EDF, Thomas Piquemal, a presque totalement masqué la suppression de 8000 emplois dont 4200 en France prévue, sur les trois prochaines années.

EDF, c'est 160 000 salariéEs dans le monde, 67 000 en France, 19 centrales et 58 réacteurs, 84,5% du capital détenu par l'État et 2,337 milliards d'euros de dividendes versés en 2015...

La démission est censée alerter sur les difficultés financières du groupe, alors que les résultats annoncés pour 2015 sont plutôt bons, avec un chiffre d'affaires au niveau de 75 milliards, en hausse de 2,5%. Certes le résultat d'exploitation est en recul de 46,4%, soit 3,7 milliards d'euros... mais ceci est dû à une dépréciation d'actifs de 3,5 milliards d'euros.



La catastrophe sociale et environnementale

La décision de se lancer dans la construction de deux réacteurs nucléaires d'un type encore plus complexe que celui de Flamanville, au coût exorbitant et avec un financement essentiellement supporté par EDF, est au cœur de la crise de confiance. Le tout dans une situation où la crise économique persistante et la déréglementation liée à la privatisation n'en finissent pas de prolonger leurs effets.

Le prix de l'électricité suit celui des énergies fossiles comme le pétrole, le gaz naturel et surtout le charbon, dont le prix à la tonne est passé de 59,30 euros en 2014 à 39,50 aujourd'hui. En conséquence, le prix moyen de l'électricité a reculé de 10,1% en 2015 pour atteindre 38,20 euros du mégawatt-heure.

Selon Jean-François Raux, ancien délégué général de l'Union française de l'électricité, organisation patronale: «Le bilan de la concurrence est catastrophique. Les prix ne couvrent pas les coûts de production du nucléaire (45 euros du mégawatt-heure) et du renouvelable (60 euros du mégawatt-heure).» Des choix politiques (privatisation) et industriels (le tout nucléaire) qui mènent droit aux catastrophes sociale et environnementale. Des risques qui justifient largement le développement de la mobilisation engagée depuis décembre et qui pourrait rejoindre les mobilisations contre le projet de loi travail.

Robert Pelletier

19 mars : « des manifestations contre l'inhumanité de l'Europe de la guerre, de l'austérité et du racisme »

Entretien. Membre de la Coordination nationale de la KEERFA (Mouvement Unis contre le racisme et la menace fasciste) en Grèce, Katerina Thoidou revient sur le contexte dans lequel se prépare la journée internationale de manifestation du samedi 19 mars¹.

Que va-t-il se passer ce 19 mars ?

Face à la politique barbare de l'Union européenne, le mouvement international de solidarité aux réfugiés s'apprête à répondre par une mobilisation sans précédent dans toute l'Europe le 19 mars. Il s'agit d'une mobilisation coordonnée qui s'étend de jour en jour, après l'appel commun de la KEERFA lors de la Rencontre internationale des mouvements antiracistes-antifascistes de plusieurs pays, organisée à Athènes en octobre dernier, afin de préparer cette journée. Des manifestations auront donc lieu en Grande-Bretagne, Autriche, Slovaquie, Croatie, Pologne, Pays-bas, Danemark, France, Suisse, Chypre, Liban, Australie...

En Grèce, la manifestation centrale aura lieu à Athènes à 15h, suivie d'une marche vers les bureaux de l'UE. Des dizaines de syndicats, d'associations étudiantes, de communautés de migrantEs, de municipalités, ont pris la décision de participer. Des tracts ont été traduits et distribués dans les communautés de migrantEs et dans les camps de réfugiés, au port du Pirée et dans d'autres quartiers d'Athènes. Sept autres villes grecques appellent aussi à des manifestations. Ce 19 mars est la suite de la grande manifestation à la frontière gréco-turque à Evros les 23-24 janvier dernier.

Quelles sont les conséquences des décisions de l'UE pour les réfugiés et les migrantEs ?

Deux jours avant la manifestation, les 17 et 18 mars, aura lieu la conférence au sommet, où les dirigeants de l'UE avec la Turquie

vont décider de la fermeture des frontières pour les réfugiés et les migrantEs et officialiser la décision du blocus barbare de la route des Balkans, la prise en charge par l'OTAN du rôle de gardien des frontières dans la mer Egée, ainsi

majorité des gens en Grèce pense qu'il est inacceptable de la part du gouvernement qu'il donne son consentement à la fermeture des frontières, à l'ouverture de camps de concentration, à l'immobilisation de milliers de réfugiés sans

du travail, à manger, des papiers et des soins médicaux, et non qu'ils soient poursuivis par la police pour être enfermés dans des camps de concentration. Nous revendiquons que les mairies ouvrent des lieux d'hébergement.

Qu'en est-il de la menace fasciste en Grèce ?

Aube dorée n'ose nulle part apparaître publiquement, mais nous savons que la politique raciste peut alimenter à nouveau les fascistes. Le 19 mars sera une réponse contre Aube dorée et leurs disciples dans toute l'Europe. L'assassin de Pavlos Fyssas, Roupakias, sera libéré le 18 mars, après avoir accompli 30 mois de prison, et le procès de Aube dorée est à peine commencé. Nous exigeons que continue le procès, et qu'il aboutisse à la condamnation des néonazis et leur emprisonnement.

Est-ce que la Grèce et l'Europe peuvent accueillir autant de réfugiés et migrantEs ?

Le 4 février a eu lieu en Grèce la plus grande grève générale des dernières années qui a secoué le gouvernement et l'a obligé à reporter la présentation au Parlement du projet de loi sur les retraites. Dans le même temps, les mêmes gens ont été bouleversés par le drame des réfugiés et ont montré de mille façons leur solidarité.

Le 19 mars, ces deux mouvements de résistance et de solidarité vont s'unir dans des manifestations contre l'inhumanité de l'Europe de la guerre, de l'austérité et du racisme, en envoyant le message qu'en Europe, il y a de la place pour les réfugiés et les migrantEs, mais pas pour l'OTAN, les banquiers et les capitalistes. Unis nous vaincrons!

Propos recueillis par Alain Pojolat

1- A Paris, manifestation à 14h à Barbès.



Katerina Thoidou au mégaphone. DR

que des expulsions avec la collaboration des gouvernements de Grèce et de Turquie. La fermeture des frontières au nom de la chasse aux passeurs, va obliger des centaines de milliers de réfugiés à verser de plus grandes sommes afin de passer par d'autres passages, mettant ainsi encore plus leur vie en danger.

Quelle est la réaction des gens en Grèce par rapport aux réfugiés ?

Cette politique vient s'imposer contre la grande majorité des gens qui ont montré leur solidarité dans toute l'Europe, obligeant les gouvernements à ouvrir les frontières l'été passé. La grande

droits en Grèce, sous prétexte d'un futur transfert dans un autre pays. Un sondage récent a montré que plus de 5 millions de gens vivant en Grèce (sur un total de 10 millions) ont aidé d'une manière ou d'une autre les réfugiés ces derniers temps.

Dans chaque ville où arrivent des réfugiés et migrantEs, les gens les reçoivent à bras ouverts, à contre-courant de l'hystérie raciste des médias. À Idoméni, à la frontière gréco-macédonienne, vivent environ 14 000 réfugiés dans des conditions inacceptables, 3 000 au port du Pirée, et des dizaines d'autres dans toute la Grèce. Des gens de tous âges ont entrepris de les restaurer, les soigner, et même de les distraire, des gens de partout font parvenir de la nourriture et des articles de première nécessité. Mais cela ne suffit pas. Nous revendiquons des papiers et des droits pour les réfugiés et les migrantEs, un hébergement,

MARTINIQUE

Contre la démolition du code du travail

Les stratégies gouvernementales ont bien compris que les travailleurs du rang se mobilisent plus difficilement avant que les mesures scélérates ne produisent leurs effets. D'où l'accent mis sur les procédures (permettre des accords plus défavorables que la loi) plus que sur le fond, et leur empressement à régler l'affaire en deux temps trois mouvements...

S'entant venir le coup, la CDMT (la deuxième centrale syndicale martiniquaise où des militantEs du Groupe révolution socialiste-GRS exercent des responsabilités) avait invité fin octobre 2015 Gérard Filoche pour plusieurs réunions publiques en défense du code du travail. L'enjeu est d'autant plus important que la dégradation économique et sociale et la structure du tissu

des entreprises fragilisent déjà le mouvement syndical, la principale force de contestation de l'exploitation capitaliste et de l'oppression coloniale. Les députés martiniquais n'ont encore soufflé mot sur la question alors qu'ils appartiennent tous à la gauche et au Mouvement indépendantiste martiniquais (MIM). Idem pour la toute nouvelle Collectivité territoriale de Martinique (CTM), où règne depuis décembre le MIM dans

une «alliance de gestion» (sic) avec un ancien (?) dirigeant de la droite sarkozyste...

Vers une initiative unitaire

Le jeudi 3 mars, une vingtaine de camarades de la CDMT se sont retrouvés par surprise devant les grilles bien gardées de la Préfecture coloniale avec un cercueil symbolisant l'enterrement programmé du code du travail. L'affaire a fait un certain bruit, et le lendemain, la CDMT profitait d'une rencontre officielle avec la CTM pour réclamer à celle-ci de faire connaître sa position sur le projet scélérat.

Le jeudi 10 mars, la CDMT a tenu un meeting de dénonciation de la répression antisyndicale et de la mise à mort du code du travail. Deux organisations syndicales

de Guadeloupe invitées (UGTG et CGTG) y ont pris la parole, tandis que des organisations de Martinique (CGTM et USAM) délivrèrent des messages. La CDMT traita des deux sujets en décortiquant le mauvais coup gouvernemental, annonçant en même temps une initiative unitaire de mobilisation. La couverture médiatique de ce début d'action devrait faciliter les choses.

Correspondant



Le 3 mars, l'enterrement martiniquais du code du travail. DR

SNCF

Grève du 9 mars : ce n'est

Ce jour-là, la SNCF a connu sa plus grosse journée de grève depuis 10 ans...

L'appel initial émanait des fédérations CGT-SUD-UNSA-CFDT, dans le but de faire pression sur les négociations d'une convention collective dont personne ne sait où elles en sont. Mais la publication le 18 février des projets de loi El Khomri et d'un décret-socle pour les cheminotEs, a fait monter d'un cran la colère qui s'est propagée comme une traînée de poudre. Et donc le 9 mars, plus de 60% des cheminotEs étaient en grève (cadres compris), avec des pointes à 80 ou 90% dans de nombreux services d'exécution.

La motivation était donc double : lutter contre la destruction du code du travail et de son équivalent pour les cheminotEs (le remplacement du « RH 077 » par un décret-socle au rabais). D'autant que ces nouveaux projets scélérats s'ajoutaient aux réorganisations permanentes, aux milliers de suppressions de postes, à la dégradation des conditions de travail, aux salaires de misère... Donc une grosse colère accumulée. Et une journée des plus réussies, vécue comme une étape vers un mouvement de grève reconductible.

ÉTAT D'URGENCE

Pas le moment de lâcher

« Liberté, Houria, Azadi », ce samedi 12 mars des milliers de manifestantEs ont crié, en français, en arabe et en pachtoune dans les rues de Paris leur refus de l'état d'urgence et des lois sécuritaires et liberticides ainsi que leur nature raciste et islamophobe.



C'est toujours non! DR

Des manifestations et rassemblements ont aussi eu lieu dans de nombreuses villes : Lyon, Grenoble, Le Mans, Toulouse, Bordeaux, etc.

La journée était appelée par les deux collectifs unitaires Nous ne céderons pas et Stop état d'urgence. À Paris, Nous ne céderons pas avait souhaité se limiter à un rassemblement au Panthéon tandis que Stop état d'urgence appelait à manifester à partir de la place Saint-Michel pour rejoindre ce rassemblement. Un pari gagnant qui a conduit plusieurs milliers de manifestantEs à rejoindre la centaine de présentEs au Panthéon. La manifestation, colorée et animée, a permis de faire converger Sans-papiers, réfugiés, BDS, Mal-logés, étudiantEs et lycéenEs avec le Syndicat de la Magistrature, Solidaires ou encore un cortège du NPA. La distribution de flyers dans la manifestation du 9 mars contre la loi El Khomri a porté ses fruits : de nombreux jeunes sont venus faire le lien entre la politique antisociale et policière du pouvoir.

Lors des prises de parole, la représentante du Syndicat de la magistrature a dénoncé la logique de l'état d'urgence qui ne passe pas que dans le projet de constitutionnalisation mais aussi dans les lois comme la réforme pénale votée massivement en première lecture à l'Assemblée nationale et qui développe le « permis de tuer » pour les flics. Un « die-in » (manifestantEs qui s'allongent pour symboliser les mortEs) contre ce permis de tuer a ponctué le parcours sur le boulevard Saint-Michel.

Mi-figue mi-raisin

Cette journée est bien sûr largement en dessous du nombre de participantEs aux manifestations du 30 janvier dernier. Beaucoup de têtes et d'énergies sont actuellement investies dans le mouvement contre la loi El Khomri... Comme l'a dit Olivier Besancenot lors de son intervention, imposer une défaite au gouvernement sur ce front participera à la lutte contre l'état d'urgence, surtout si c'est au travers d'un mouvement de rue et de grèves : les exacts opposés de l'état d'urgence.

Par ailleurs, le projet de constitutionnalisation de l'état d'urgence et de la déchéance de nationalité est en passe d'échouer. C'est bien sûr positif et à mettre au crédit de la mobilisation multiforme des derniers mois, mais ce serait cependant une

profonde erreur de baisser la garde. D'abord parce que rien n'est acquis. Ensuite parce que la logique politique de l'état d'urgence progresse par d'autres voies, notamment celle des lois. Enfin parce que lâcher ce type de lutte serait mener le mouvement contre la loi El Khomri dans une impasse en le limitant au refus d'une loi sans

percevoir la dynamique de colère générale qu'il exprime.

Il n'est donc surtout pas temps de crier victoire et de siffler la fin de la mobilisation. La criminalisation des membres de BDS (Boycott-Désinvestissement-Sanctions), dont une militante a été interpellée lors d'une manifestation féministe parisienne pour la seule raison qu'elle portait un T-shirt « Boycott Israël » est un nouvel avertissement. À Paris, le collectif Stop état d'urgence appelle à un meeting contre la nouvelle loi pénale et le permis de tuer pour la police le 21 mars. La lutte contre l'état d'urgence doit continuer, imprégner tous les fronts, et donner lieu à de nouvelles journées nationales. Lâcher sur cela serait finalement risquer de lâcher sur tout. Et d'abord sur l'essentiel : la liberté. Tout simplement.

Denis Godard

PARIS 20^e

Pseudo-laïcité, dénis de démocratie et poursuites judiciaires

La maire PS du 20^e met « son » arrondissement sous pression...

Le climat se dégrade dans le 20^e arrondissement de Paris : Frédérique Calandra, son maire, y est en effet assez connue pour ses fou-

Quand par exemple, en qualité de présidente de la Caisse des écoles, elle exige, « en vertu de recommandations diététiques » que de la viande soit obligato-

Sous l'étouffoir

Quand elle annule brutalement une réunion publique parce que l'invitée, Rokhaya Diallo, figure généralement estimée de l'antiracisme militant, n'a pas l'honneur de lui plaire, et qu'elle se répand en propos agressifs à son encontre, elle ne met pas vraiment ses fonctions au service d'une animation joyeuse du débat public. Le comble est atteint quand des militantes féministes et antiracistes, « coupables » d'avoir explicité ce comportement sont traîtées en justice pour une prétendue diffamation...

Si l'on ne veut pas qu'un arrondissement réputé jusque là pour la richesse de sa vie associative se retrouve sous l'étouffoir, il serait temps de calmer le jeu. Car le 20^e n'appartient pas à son maire. Alors, une idée, comme ça : Frédérique Calandra ne pourrait-elle pas commencer par exemple en retirant sa plainte ?

CorrespondantEs



Frédérique Calandra préfère Anne Hidalgo à Rokhaya Diallo... DR

cadés et l'habituelle brutalité de ses interventions. Et certaines de ses orientations, notamment un féminisme guère inclusif et une conception peu ouverte de la laïcité, sont des facteurs de tension croissante dans des quartiers où la sérénité du « vivre ensemble » entre habitantEs d'origines et de confessions diverses représente un enjeu majeur.

rement servie aux enfants, elle ne fait pas preuve de beaucoup de respect envers les parents musulmans qui préféreraient attendre le soir pour gérer à leur manière l'équilibre des repas. Et elle n'arrange rien en rappelant gentiment que « la restauration scolaire est un service public facultatif » ! Ben voyons !

qu'un début!

des réflexes de combativité et d'auto-organisation dans certains secteurs d'une valeur inestimable pour ces prochaines semaines.

Vers la reconduction ?

Mais ce qui s'est exprimé dans ces AG, c'est précisément la volonté d'éviter l'isolement de la grève de 2014, et de s'insérer dans un mouvement de travailleurs plus large, et de la jeunesse, contre la loi Travail et contre toute la politique du gouvernement. L'expression concrète de cette envie de convergence, c'est la volonté de partir en grève reconductible à partir du 31 mars, en prenant appui sur le mouvement étudiant et la journée de grève interprofessionnelle.

Problème : les directions syndicales semblent avoir d'autres projets. Avant la parution de la loi Travail et du décret-socle, la direction de la CGT cheminots avait prévu son petit planning d'une journée en avril, puis une



Des cheminots dans la rue le 9 mars. Et demain on continue! PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

en mai, pour aboutir tranquillement à une grève reconductible en juin. C'est pourquoi elle freine aujourd'hui des quatre fers pour

que ce plan ne soit pas bousculé par la jeunesse et la dynamique actuelle contre la loi Travail... Du côté de SUD-Rail, sortait

GOODYEAR

Réunion nationale des comités de soutien : un point d'appui pour la convergence des luttes

Plusieurs dizaines de comités de soutien aux 8 syndicalistes de Goodyear condamnés à 24 mois de prison (dont 9 fermes) se sont constitués depuis un mois. Samedi 12 mars, une première réunion nationale a regroupé les représentants d'une douzaine de ces comités, dont Mulhouse, Lyon, Limoges...



Mickaël Wamen lors de la première réunion des collectifs Goodyear de la région parisienne le 16 février. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

Les introductions de Mickaël Wamen (CGT Goodyear) et de Fiodor Rilov (leur avocat) ont mis en avant les possibilités d'un mobilisation d'ensemble dans la situation actuelle et la nécessité de coupler mobilisation contre la loi El Khomri et contre la répression. Les camarades de la CGT Goodyear insistent sur la nécessité de toutes et tous descendre dans la rue « à la même heure et au même endroit », et ils ont bien raison. Mickaël Wamen a insisté sur les possibilités de faire reculer le gouvernement sur la loi El Khomri, sur la relaxe des 8 de Goodyear : un mouvement d'ensemble permettrait de faire reculer le gouvernement et le patronat sur toute une série de revendications.

Une position de combat

Cédric, secrétaire de la CGT EDF-GDF Paris, a souligné la nécessité de la convergence des luttes, de la démocratie syndicale à la base, en n'hésitant pas à s'opposer aux confédérations syndicales. Mickaël Wamen a également posé le problème des parcours de manifestation, défendant la nécessité de viser des lieux de pouvoir et de ne pas avoir peur de s'organiser pour franchir les cordons de policiers. On voit donc aujourd'hui qu'une frange de la CGT adopte une position de combat contre le patronat, contre le gouvernement, en opposition ouverte à leur direction.

Les Goodyear proposent une montée nationale à Paris ce jeudi 31 mars à 14h place de la République, et vont lancer une nouvelle pétition dans ce sens. Concernant les échéances plus spécifiquement liées à la répression, le procès en appel à Air France le 27 mai, ainsi que celui des Goodyear en octobre, seront des dates centrales.

Correspondant

fin février un tract intitulé « Contrôlons les négociations »... À ce jour, la direction de SUD-Rail n'ose pas envisager de « casser l'unité » avec la direction de la CGT. Une grève reconductible à partir du 31 est bel et bien dans les têtes des cheminotEs, mais les cerveaux fédéraux semblent plus lents, et prêts à l'évacuer !

Les prochaines semaines vont donc être décisives : soit les bureaucraties syndicales arrivent à repousser à plus tard un affrontement, pourtant inévitable, pour ne pas gêner davantage qu'il ne l'est le gouvernement, soit la dynamique du mouvement étudiant et la combativité et l'organisation chez les salariéEs, en particulier à la base chez les cheminotEs, arrivent à franchir l'obstacle. On peut espérer que le chemin vers la grève générale empruntera aussi la voie ferroviaire !

Le secteur cheminot du NPA

Présidentielle 2017

Avant la conférence nationale...

Les assemblées générales préparatoires à la conférence nationale du NPA des 19 et 20 mars se sont tenues, et ont donné les résultats suivants: 41% pour la plateforme A, 24% pour la plateforme B, 29% pour la plateforme C et 6% pour des plateformes locales (chiffres avant validation par la CN).

À cette occasion, nous redonnons donc la parole aux trois plateformes.

Plateforme A

Enfin engager la bataille...

Les AG préparatoires à la CN confirment une très large volonté des militantes et des militants du NPA de s'engager dans la bataille pour faire entendre une voix anticapitaliste et révolutionnaire dans la campagne présidentielle, présenter une candidature du NPA.

Les positions défendues par la plateforme A ont rencontré un large écho (plus de 41% des votes) et ont contribué à nourrir la discussion politique sous l'éclairage de la lutte pour le retrait de la loi El Khomri, de l'irruption de la jeunesse avec les travailleurEs sur le terrain des luttes sociales et politiques.

La montée du mécontentement, les tensions au sein de la gauche gouvernementale qu'il provoque viennent encourager la contestation dans la jeunesse et le monde du travail. Elles donnent encore plus de force aux raisons que nous avons de présenter une candidature anticapitaliste et révolutionnaire.

Nous voulons permettre au mécontentement, à la colère, à la révolte de s'exprimer aussi sur le terrain électoral pour rejeter et condamner le gouvernement Valls-Hollande et sa politique entièrement soumise au patronat et aux banques. La droite de plus en plus extrême et l'extrême droite veulent dévoyer le mécontentement des classes populaires au nom de la démagogie nationaliste, xénophobe et raciste pour, au final, poursuivre et aggraver la même politique.

Les uns et les autres sont au service des classes dominantes.

Il est indispensable que puissent s'exprimer les classes exploitées pour faire en sorte que leur bulletin de vote devienne, pour toutes et tous, un encouragement à s'organiser, à faire de la politique afin de résister et lutter pour leurs droits.

Face à tous les partis institutionnels qui servent le patronat, nous voulons aider les travailleurs et la jeunesse à devenir leur propre représentant politique, à prendre leurs affaires en main pour imposer leurs droits, changer le rapport de forces et

devenir les acteurs de la transformation révolutionnaire de la société.

Pour que nous puissions relever ce défi nous devons nous donner les moyens de rassembler toutes les forces disponibles au sein et autour du NPA en tirant ensemble les leçons des derniers mois. Nous savons qu'il ne sortira rien de bon pour le monde du travail des manœuvres et tractations qui se déroulent au sein du PS. Rien non plus à la gauche du PS. Mélenchon est candidat sur un programme et des idées qui ne se situent pas sur le terrain des travailleurEs. Le PC ne sait pas à quelle sauce il sera mangé et par qui. L'ensemble des députés du Front de gauche ont voté l'état d'urgence et la poursuite de la guerre.

Nous voyons bien que le seul fait de prétendre s'opposer à la politique du gouvernement ne peut constituer une base politique ni pour une candidature ni pour un rassemblement ou une alternative.

Les camarades de la plateforme C ne peuvent que se convaincre que la seule façon d'œuvrer à l'émergence d'une nouvelle représentation politique du monde du travail est que le NPA se donne les moyens de défendre son propre programme, ses propres idées.

Il est indispensable d'avancer une politique pleinement indépendante des institutions autour d'un programme d'urgence anticapitaliste, internationaliste et révolutionnaire.

La discussion de la CN doit nous permettre d'aller plus avant pour rassembler autour de la candidature qui apparaît comme la plus consensuelle, celle de Philippe Poutou, mais cette candidature doit être collective avec une équipe de porte-paroles, Armelle, Christine, Olivier et Philippe, et une direction de campagne reflétant à la proportionnelle les différentes plateformes que le CPN qui suivra la CN mettra en place.

Équipe d'animation de la plateforme A

Plateforme B

Maintenant, rassembler pour agir

Les votes des AG locales n'ont donc pas donné de majorité absolue pour l'une des plateformes électives. Un certain nombre de camarades n'ont pas voté, pour des raisons diverses. Cependant les désaccords ne sont pas insurmontables, il est possible de trouver une sortie « par le haut ». La PF-B l'a toujours affirmé, nous voulons un accord large, qui ne se limite pas à une alliance entre deux courants, car nous savons que pour construire une dynamique et obtenir les parrainages nécessaires à la présentation d'un candidatE, il faut entraîner toute l'organisation.

Nos débats ont montré que Philippe Poutou peut être ce candidat, qu'il peut porter notre voix à tous et toutes, quelles que soient nos nuances, dans le cadre d'une équipe de porte-paroles comportant les différentes sensibilités de l'organisation.

Les interventions faites par les camarades des différentes plateformes dans les débats ont montré aussi qu'il est possible de voter lors de cette conférence, à une large majorité, une orientation définissant les grands axes de notre campagne :

Elle doit être tournée vers les luttes, la construction d'un mouvement d'ensemble du monde du travail, unitaire et offensif, contre le gouvernement et le patronat. Contre la loi travail, le racisme, les guerres et les grands projets nuisibles comme l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

Elle doit mettre en avant des mesures de rupture anticapitaliste : interdiction des licenciements, réquisition des banques, annulation de la dette, partage du temps de travail, ouverture des frontières, désarmement de la police...

Dans ce cadre, nous dénonçons le Front national, en aucun cas le

défenseur des classes populaires, mais leur ennemi, le défenseur le plus déterminé et le plus violent du patronat.

Notre campagne doit assumer que l'une de nos propositions est de construire un parti pour représenter les intérêts du monde du travail, pour rassembler toutes celles et tous ceux qui ne se résignent pas à la crise du capitalisme et veulent une rupture avec ce système, avec les institutions nationales et européennes.

Réussir la campagne présidentielle, obtenir les parrainages administratifs des maires puis les moyens financiers de se présenter aux législatives, cela nécessite un effort de toute l'organisation dans la même direction, mettant au second plan les divergences. Il faut donc dégager des moyens humains (permanents,

équipes pour entourer le candidat...). Les courants et fractions qui participeront à l'équipe d'animation doivent s'engager à mettre leur énergie au service de la campagne et à ne pas critiquer le candidat et ses interventions.

Nous sommes convaincus que, malgré nos divergences, ces points sont partagés par la grande majorité de l'organisation et permettraient de construire une dynamique, s'appuyant sur les mobilisations en cours, tirant les bilans des expériences des mobilisations en Grèce, dans les pays arabes, renouant avec un NPA qui se présente comme une force à la fois ouverte et radicale, voulant rassembler dans les luttes et assumant son propre programme politique, voulant se construire tout en travaillant à son propre dépassement pour la construction d'un parti qui défende jusqu'au bout les intérêts de la classe des travailleurs et travailleuses.

Équipe d'animation de la plateforme B



PHOTO THÈQUE ROUGE / LEANDRE

Plateforme C

Maintenir l'unité et l'utilité du NPA

Notre CN a lieu au bon moment pour comprendre les enjeux réels de nos débats. Elle doit trancher deux questions essentielles : devons-nous présenter un candidatE en 2017 ? et si oui pour quoi faire ?

Une force politique dans le prolongement des luttes

Participer à l'élection présidentielle n'est pas une évidence tant les institutions françaises cultivent le « sauveur suprême » et l'écrasement démocratique, plus encore à l'heure de l'état d'urgence. N'ayant aucune garantie que le mouvement social aura d'ici avril 2017 la force de s'imposer comme acteur politique bouleversant le calendrier électoral et institutionnel, un candidatE NPA serait la seule parole qui se fera l'écho de ces luttes, pour dire que la politique commence au moment où l'on s'affronte au système institutionnel dévoué au capitalisme. Une parole enfin pour que se forge une force politique des exploités et des opprimés dans le prolongement des luttes sociales actuelles.

Car là est la deuxième question à trancher : quel sera le message du NPA ? Il ne sert à rien de faire comme si nous étions d'accord à 99% : au-delà de points communs évidents, il y a bien deux positions, la A et la C, qui ne se traduiraient pas de la même manière, ni à l'échelle grand public d'une campagne présidentielle, ni dans nos meetings, pour celles et ceux qui se mobilisent et cherchent un engagement politique. Un engagement qui rompe avec la social-démocratie mais aussi avec ceux qui, comme EELV ou le Front de gauche, se moulent dans la représentation institutionnelle et ses compromissions.

Pour une campagne d'agitation anticapitaliste

Le rejet de la loi El Khomri, la libre circulation et l'accueil des migrantEs, l'arrêt du projet de NDDL et la sortie du nucléaire, entre autres, portent en germe un affrontement à la logique capitaliste. Nous voulons nous appuyer sur ces exigences portées par les mouvements sociaux pour

tracer une perspective anticapitaliste d'affrontement contre le système et ses institutions... Parler d'une nouvelle représentation politique pour les exploités et les opprimés n'a rien d'une formule incantatoire, d'autant moins quand les mouvements sociaux s'affirment avec force comme un acteur politique qui rebat les cartes de la routine institutionnelle.

Loin d'une campagne de propagande pour la révolution et le communisme, nous voulons une vraie campagne d'agitation anticapitaliste et concrètement révolutionnaire qui s'adresse à la fois à tous et toutes les exploités mais aussi aux militantEs des mouvements actuels pour dire que nous voulons ensemble, non seulement construire les affrontements contre le gouvernement Hollande-Valls-Macron, mais aussi un outil politique anticapitaliste au service de ces luttes. Un outil qui rassemble massivement et qui pose la question du pouvoir, mais qui, avec l'expérience de la faillite de la direction Tsipras et des débats actuels dans Podemos, s'oppose aux

institutions dévouées aux capitalistes en France et en Europe.

À la CN, choisir et rassembler

Pour la plateforme A, un tel profil se noierait dans les eaux tièdes du réformisme. Nous pensons au contraire que s'affronter réellement au système capitaliste suppose de participer et de peser dans les mouvements tels qu'ils peuvent être. C'est là le rôle d'une organisation utile, comme nous l'avons forgée avec la création du NPA en 2008 dans la foulée des deux campagnes électorales d'Olivier Besancenot. Loin de choix superflus ou diviseurs, c'est le type de profil dont nous avons besoin pour obtenir les signatures et pour notre campagne.

Nous abordons donc cette CN avec la volonté d'aboutir à une majorité politique autour de ces objectifs : maintenir l'unité et l'utilité du parti impose de faire les choix de profil politique qu'impose une situation exigeante.

Équipe d'animation de la plateforme C

L'Anticapitaliste
la revue
Le n°74 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil
cedex.

Pour vous abonner, remplissez le
formulaire page 12.

Essai

Dire Nous. Contre les peurs et les haines, nos causes communes

Edwy Plenel, Don Quichotte, 2016, 14 euros

Cet essai efficace et courageux par le directeur de Mediapart est une salutaire démolition du sinistre parcours de nos gouvernants « hollandais ».

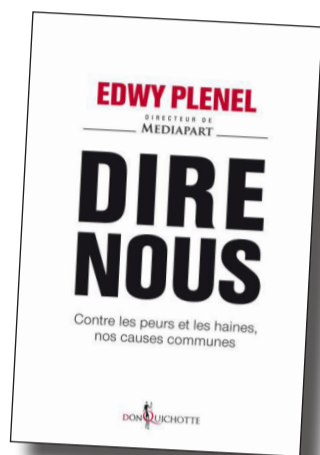
Les flèches les plus acérées, il les réserve à cette scélératesse intitulée « loi de déchéance de la nationalité », par laquelle, constate-t-il, « Hollande et Valls ont acté leur propre déchéance » et leur ultime rupture avec la gauche. Rappelant les décrets de Vichy en juillet 1940, cette loi, véritable cheval de Troie du racisme d'État, accumule l'infamie, l'imposture et l'irresponsabilité, en fabricant « un poison vénéneux qui détruit de l'intérieur notre culture démocratique ». Ce n'est pas un hasard si le FN, héritier de Vichy, s'est bruyamment félicité de cette victoire...

Face à ce scandale, l'indifférence et la résignation ne sont pas admissibles : « le plus sûr allié des bruits de bottes des autoritaires et des identitaires, c'est le silence des pantoufles ». On peut trouver beaucoup de ressemblances entre les noces de

la peur et de la haine célébrées par le duo Hollande-Valls et la politique du « socialiste » Guy Mollet à l'époque de la guerre coloniale en Algérie (1955-56) : une même mentalité coloniale, un même mépris pour la démocratie, un même penchant pour des « États d'exception » qui rabattent la politique sur la police.

Le refus d'un ordre injuste

Nous vivons de plus en plus dans une démocratie de basse intensité, où l'on permet au peuple de voter tous les cinq ans, tandis que ceux qui détiennent la puissance économique et financière, eux, « votent tous les jours ». La sacralisation par le gouvernement du « secret des affaires » montre la consanguinité de cet État de bureau et de police avec le monde de la finance, avide de spéculation. L'auteur aurait pu citer aussi comme exemple de cette intimité l'affaire Cahuzac, révélée au public par Mediapart...



Il en va de même pour l'Union européenne, qui, plus soucieuse de la santé des banques que de celle des peuples, utilise comme l'on a vu en Grèce l'arme de la dette pour soumettre les peuples à l'austérité néolibérale. Il s'agit toutefois d'une logique mondiale: comme le montre un récent rapport de l'Oxfam, 80 milliardaires possèdent autant que la moitié la plus pauvre de l'humanité. Il faut s'inspirer, propose Plenel, du poème/chanson de Boris Vian,

le Déserteur: le refus, quoi qu'il en coûte, d'un ordre injuste. « Dire non, ce premier pas de la liberté ». Certes, la dénonciation est nécessaire mais insuffisante: face aux tenants de la guerre des identités, des origines, des religions, il est urgent de retrouver notre « commun », les « causes communes » capables d'unifier les 99% contre l'oligarchie des 1%. Il est temps de dire « nous », « le nous de ceux qui refusent d'être dépossédés et dépouillés par un capitalisme avide, dérégulé et prévaricateur, qui ne bénéficie qu'à une infime minorité de privilégiés, coupés du monde et des autres ».

Dans cette bataille de l'espoir, un rôle central est dévolu à la jeunesse: « Qui, sinon la jeunesse, pour nous réveiller sur l'exigence d'égalité, le refus des injustices, la lutte contre les discriminations, le devoir de solidarité, le souci de la nature ? » Cette conclusion semble trop optimiste, mais ne se trouve-t-elle pas confirmée par la formidable mobilisation des jeunes lycéenEs, étudiantEs et travailleurEs contre la misérable loi travail ?

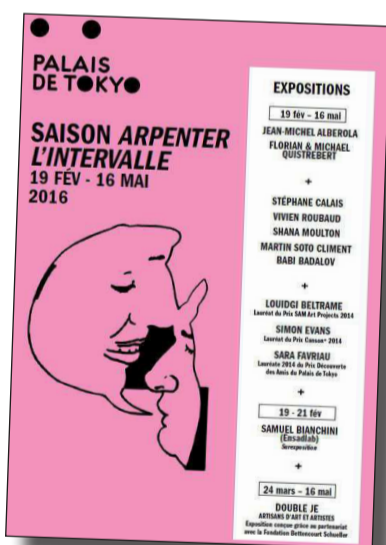
Michael Löwy

Exposition

« Arpenter l'intervalle »

Au Palais de Tokyo jusqu'au 16 mai

Arpenter l'intervalle » entre art et politique, entre conceptualisme et figuration, entre peinture, installation de néons, littérature et cinéma, histoire et poésie, entre humour et profondeur : c'est toute l'œuvre, majeure, tonique, multi-forme et mal connue de Jean-Michel Alberola, peintre discret et plasticien, cinéaste et enseignant, enfin montrée dans toute son amplitude. On connaît le peintre qui a marqué le retour à la figuration dans les années 80. À la fois poétique et caustique, sa peinture en forme de rébus, telle la série *Le Roi de Rien*, compositions semi-abstraites d'où émergent des silhouettes et quelques détails figuratifs : un



piéd, une bout de structure, et toujours des incrustations de mots énigmatiques souvent sous forme d'oxymore : *La sortie est à l'intérieur, La question du pouvoir est la seule réponse*.

Le grand art de Jean-Michel Alberola est d'instiller une cohérence interne à « L'aventure des détails », sous-titre de son exposition personnelle, une liberté où chacun peut y trouver une résonance politique, esthétique, poétique.

La grande force de l'exposition est de révéler l'évidence d'ensemble de son œuvre dans la diversité des médias abordés : le capitalisme, l'histoire, la philosophie.

Il est au Palais de Tokyo, où les Anémochories disséminent in situ

dans les espaces avoisinants une sélection d'artistes qui, comme lui, explorent les franges des arts convenus : qu'ils soient reconnus comme Stéphane Calais au beaux dessins sérigraphiés entre abstraction et figuration placardés sur les murs du hall, ou en devenir tel Vivien Roubaud et son nuage dans la brise, bâche plastique récupérée. Le poète Babi Badalov, réfugié d'Azerbaïdjan, parsème de ses mots un grand collage mural (cherchez-y l'affiche du NPA en bas à gauche...). Les frères Florian et Michaël Quistrebert présentent leur *hyperpeinture* excessive, débordante de matière épaisse, industrielle, lumineuse et mobile ; Shana Moulton ses vidéos performances, tentative d'échapper à la banalité du quotidien, et le duo Simon Evans (et Sarah Lannan) leur dessin poétique et obsessionnel, entre graphisme et inventaire introspectif à la Perce.

Ugo Clerico

BD

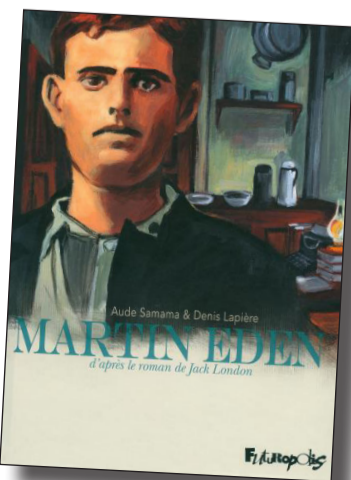
Martin Eden

Scénario de Denis Lapière d'après Jack London, dessin d'Aude Samana, Futuropolis, 2016, 23 euros

« Ils [les bourgeois] tenaient des conversations parfaitement insignifiantes et Martin tenta alors de se mélanger à ceux de qui il était encore le camarade il y a quelques mois à peine. En vain. À quoi cela sert-il donc de savoir ? Il était au désespoir ». Jack London a largement puisé dans sa propre vie pour raconter l'histoire de Martin Eden, jeune marin de 20 ans issu des bas-fonds d'Oakland, qui décide de devenir écrivain un peu par amour, beaucoup

par vocation. Martin Eden finira par percer, mais le succès qui survient après une profonde déception amoureuse le plongera dans la dépression et le suicide. Six ans plus tard, Jack London se donnera également la mort.

Martin Eden est un texte éternel. Pas évident à scénariser, mais Denis Lapière (*Le bar du Vieux français* notamment) a beaucoup de métier, et il a réussi à extraire du roman toutes ses subtilités : les classes sociales et les préjugés de la petite-bourgeoisie



américaine du début du 20^e siècle, la découverte enivrante de la culture et du socialisme, l'amour brûlant pour une jeune femme qui préférerait un mari notaire à un apprenti écrivain misérable.

Si le scénario manque parfois de rythme, les grands coups de pinceau et les couleurs chaudes d'Aude Samana (tiens encore une auteure !) retiennent le lecteur de bout en bout. L'illustratrice s'est beaucoup inspirée des portraits photographiques de Jack London pour incarner Martin, et l'épure de sa peinture nous glace d'autant plus lorsque Martin Eden décide de se laisser glisser dans les flots du Pacifique, une fois l'équateur dépassé.

Sylvain Chardon

Poésie enfants

Du côté de Rue du Monde



Comme tous les ans avec le printemps, arrive « le printemps des poètes » dont les échos se font entendre dans les librairies et les salles de spectacle. Les éditions Rue du Monde s'y associent tous les ans.

Cette année, pour les grands (à partir de 8 ans), deux thèmes : le cirque, un grand classique avec les animaux, les saltimbanques et autres baladins ; l'immigration, un sujet d'une actualité brûlante à découvrir ainsi de façon originale : il est question de la petite fille qui « à cloche-pied a déjà franchi trente-six frontières », et de « l'heure des mamans... Dames blanches, dames rouges, dames noires, dames bleues, et d'autres fées encore ».

Pour les tout-petits, la poésie n'attend pas le nombre des années, et c'est la vie de tous les jours dans tous ses coins et recoins qui leur est proposée sous forme de petits poèmes japonais, les haïkus :

*Dans le verre de lait pas de vache !
Elles mâchent le vert de la prairie
pour faire le lait blanc de demain.*

Catherine Segala

Sous le chapiteau des mots, Jean-Marie Henry, Alain Serres et Vanessa Hié,

Rue du Monde, 2016, 18 euros

Mon pays en partage, Yves Pinguilly et Sandra Poirot-Chérif, Rue du Monde, 2016, 17,50 euros

Les haïkus des tout-petits, Alain Serres et Judith Gueyfier, Rue du Monde, 2016, 16 euros

Télévision

L'hiver est proche



Dans le cadre d'une thématique « Spécial migrations », Arte diffuse le nouveau court-métrage d'Hugo Chesnard avec Sophie Cattani, Petru Carolea et Marc Prin (14 minutes).

Louise, la trentaine, travaille comme agent en espaces verts dans une forêt proche d'un camp de Roms. Ses collègues et elle circulent à cheval, lequel facilite le contact. Le film sera suivi d'une analyse du court-métrage par son réalisateur. Les heures de diffusion ne le rendent pas accessible à tous en direct, alors vive le replay !

C.S.

1- le samedi 19 mars à partir de 1h35, rediffusion dimanche 20.03 à 5h15

librairie
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

«Aujourd'hui, les ouvriers sont des invisibles»



DR

Entretien. Le réalisateur Gilles Perez est coréalisateur avec Claire Feinstein du documentaire «Nous, ouvriers», une série en trois volets diffusé sur France 3¹ pour tracer le portrait de la classe ouvrière de 1945 à nos jours.

Pourquoi un documentaire sur les ouvriers en 2016 ?

Parce que plus personne n'en parle. On a eu l'idée de cette série après avoir fait une autre trilogie sur les paysans, «Entendez-vous dans nos campagnes», avec le même principe d'une cinquantaine de témoins. On avait découvert une sorte de racisme anti-péquenots, le fait que les enfants, petits-enfants critiquaient leurs parents, grand-parents d'avoir salopé la terre. Pour réfléchir sur ces critiques virulentes à l'intérieur même d'une classe et des familles.

Pour l'INSEE, il y a 7 millions d'ouvriers en France, soit 25% de la population, et personne n'en parle. Le terme même renvoie si ce n'est au Moyen-Âge du moins au 19^e siècle. Médiatiquement les ouvriers, ce sont des pneus qui flambent devant une usine, des gars qui se battent pour sauvegarder un emploi où il faut trimer. Notre représentation du monde a été renversée. L'ouvrier, c'était notre voisin. Petit à petit, il est devenu invisible et lui-même l'a intégré. Il ne se reconnaît plus comme ouvrier.

À la fin de la guerre, on a assigné aux ouvriers la mission de relancer la production, de relever le pays. Ils ont permis à la France de se reconstruire, y compris sur la scène internationale. Une grève nous a beaucoup marqués : celle de 1948. Une telle mobilisation, un tel soutien de la population, vis-à-vis des mineurs, et Jules Moch, ministre socialiste qui envoie la troupe, fait tirer sur la foule...

Par la suite, les ouvriers ont «disparu». Le tournant, c'est 68. Le patronat, le gouvernement, ont eu une vraie frousse. «Plus jamais ça!». Le patronat engage un plan pour casser ça, pour atomiser les travailleurs, qu'il n'y ait plus ces grandes solidarités interprofessionnelles. On va changer les mots : l'ouvrier devient agent, salarié, et un plan de licenciement devient un plan de sauvegarde de l'emploi...

À la fin des trois épisodes, on a un sentiment de désespérance... On a fait un tour de France pour récolter ces mémoires d'ouvriers et cela a été aussi un tour de France des usines désaffectées. Mais il y a des aspects positifs. D'abord la fierté du travail accompli même si aimer son métier, c'est difficile comme pour le mineur : «Je ne suis pas sûr d'avoir aimé mon métier mais j'ai passé des années incroyables»... Ils ont trouvé leur place dans la société en travaillant, en créant de la richesse, des objets qu'un jour d'autres voudraient acheter, qui permettent de mieux vivre.

Ainsi Corrouge (PSA Sochaux) : «Avoir vu de mes yeux ces gars qui avec des petits coups de marteau étaient capables de vous faire naître une aile de voiture, c'était magique. Ces gars-là étaient des magiciens.» Et puis tous ceux, syndicalistes, qui ont fait le choix de rester à l'atelier avec leurs camarades, qui ne regrettent pas d'avoir renoncé à un autre «déploiement de carrière».

Et puis il y a les coopératives comme la Belle Aude (ex-glaces PILPA), 40 ouvriers qui reprennent leur entreprise, discutent des salaires, se forment à la comptabilité et produisent de bonnes glaces. Les Fralib qui distribuent leurs sachets de thé. Ça renvoie à l'expérience des AMAP, une économie solidaire qui se place hors de l'économie de marché.

Ne s'agit-il pas aussi d'une vision restreinte de la catégorie «ouvriers» ?

Pour l'INSEE, une salariée d'une plateforme téléphonique, un commis de cuisine, c'est un ouvrier, mais ça ne correspond pas à nos représentations. L'ouvrier d'aujourd'hui pense faire partie d'une classe moyenne. Ouvrier, cela fait archaïque. Quel beau mot pourtant ! L'œuvre, l'ouvrage, il faut en être fier !

Mais, dans tout cela, où sont ceux qui luttent ?

On ne voulait pas faire une histoire du syndicalisme. Cela a déjà été fait.

Nous voulions rendre hommage aux ouvriers eux-mêmes. Quand on arrivait chez les gens, ils nous disaient «Vous savez, moi, je n'ai pas beaucoup de choses à vous dire». Et tout d'un coup, ils nous racontaient d'où venait leur famille, comment ils avaient rencontré leur femme... Faire œuvre de mémoire et d'histoire nous a permis aussi de questionner le choix politique de la désindustrialisation.

Les résistances ouvrières, ce n'est pas seulement les grandes luttes ?

Il y a les grandes luttes. Décisives. Essentielles. Et puis il y a les petites résistances : Gigi de PSA ex-Aulnay qui découvre la solidarité à l'usine... Ceux qui avaient des responsabilités syndicales, avaient généralement du mal à parler avec leur cœur, le discours était stéréotypé, on nous ressortait des slogans de manif. Alors qu'on venait de parler du travail, du geste qu'ils faisaient tout le temps, à quelle heure ils embauchaient, etc. Ils trouvaient nos questions ridicules. Alors que pour nous, c'est aussi ça la condition ouvrière, les classes populaires. Si on veut les représenter, il faut aller chercher cette parole-là.

Tu «oublies» la politique ?

Il faudrait d'abord que les partis de «gauche» reconnaissent l'ouvrier, sa fierté, sa place dans la société. Quand je vois qu'il n'y a plus aucun député d'«extraction ouvrière», ça m'effondre. Il n'y a plus de représentation de la population active,

chômeurs, non-chômeurs. Toutes les représentations politiques ont participé à la professionnalisation de la politique. C'est vrai aussi des organisations syndicales capables de mobiliser dans de grands mouvements unitaires mais avec une faible syndicalisation dans les usines et sur le lieu de travail.

Dans le même temps, il faut refuser l'idée que le FN est le premier parti ouvrier de France. Le premier parti ouvrier de France aujourd'hui, c'est l'abstention engendrée par tant de déceptions politiques.

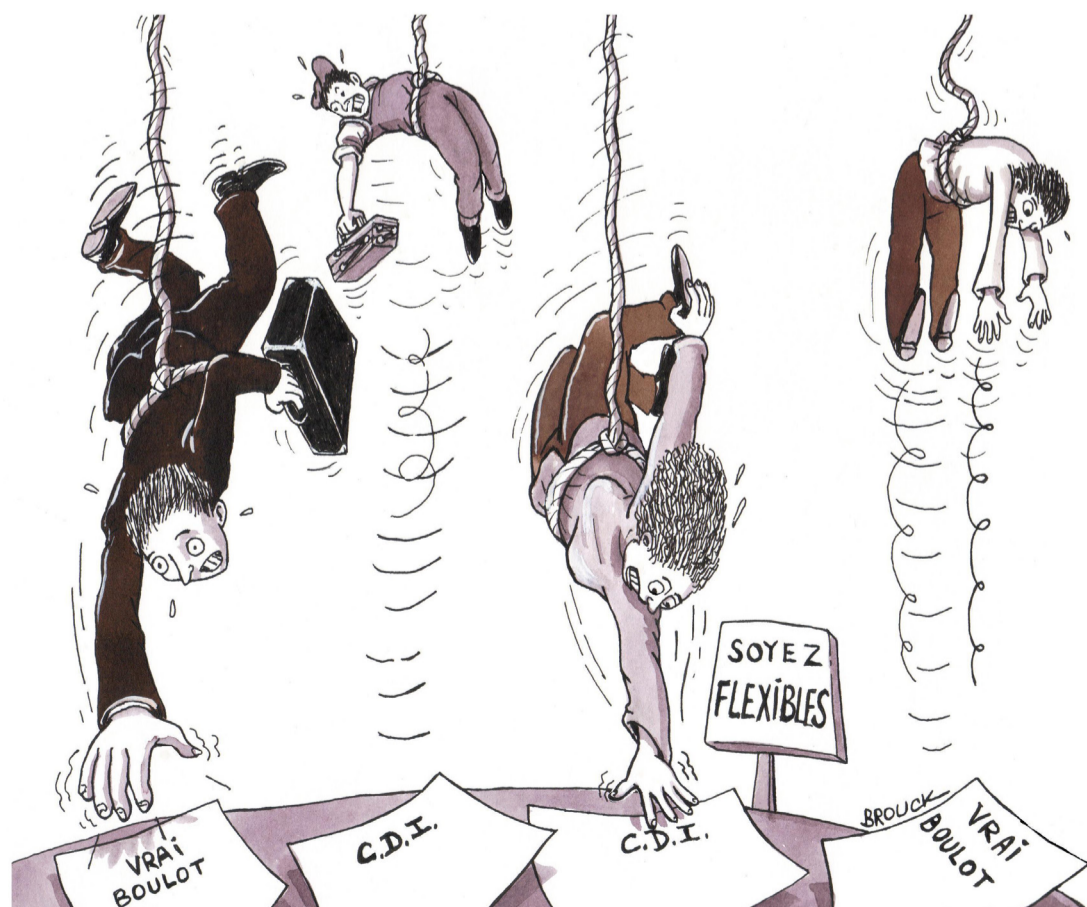
Autrement dit et pour revenir à notre première question, quelle utilité d'un film sur les ouvriers ?

Notre film se veut juste un petit pavé dans le débat public. C'est pas toujours très gai parce que l'évolution de la condition ouvrière n'est pas forcément belle. Aujourd'hui, les ouvriers sont des invisibles. On accepte sciemment de les gommer de la représentation nationale. Ce déni-là est grave, collectivement, démocratiquement. Notre travail est de rendre hommage, mais aussi de nous interroger tous sur ce que nous faisons pour que cela change. Dire aux gouvernements successifs, combien on a l'impression d'avoir été trahi. La désindustrialisation, la destruction de la classe ouvrière, ses drames humains, ses ravages, cela nous concerne tous.

Propos recueillis par Robert Pelletier

1- Diffusion les lundis 14, 21 et 28 mars à 23h30 sur France 3. Disponible en replay sur le site de la chaîne et en DVD à partir du 30 mars.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

Le Monde VIOLENCES POLICIÈRES.

Au moment où l'État dote les brigades anticriminalité de la police d'armes de guerre, et alors que le Parlement discute d'un assouplissement des règles d'ouverture du feu par les forces de l'ordre, l'ONG française de défense des droits de l'homme, Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT), publie lundi 14 mars un rapport cinglant sur les violences policières. [...] Au terme d'une enquête de dix-huit mois, l'ACAT dresse un état des lieux peu reluisant. Elle s'est en particulier penchée sur 89 cas de blessures graves survenues entre 2005 et 2015, et ayant entraîné la mort pour 26 d'entre eux. [...]

Leur analyse fait apparaître un changement dans la doctrine du maintien de l'ordre. Pour Aline Daillière, «on glisse d'une conception où l'on maintenait à distance des manifestants à une conception où l'on vise ces manifestants. C'est flagrant avec le Flash-Ball», capable de tirer des balles en caoutchouc «à la vitesse d'un TGV». «Le recours de plus en plus important à des armes intermédiaires, à compter des années 1990, a entraîné un nombre important de blessés graves», relève l'ONG, en particulier à l'occasion de manifestations ou «d'opérations de sécurité dans des quartiers jugés sensibles ou des zones à défendre (Notre-Dame-des-Landes, Sivers)». L'ONG dénombre depuis 2005 au moins 1 mort et 39 blessés graves par Flash-Ball, dont 21 ont perdu l'usage d'un œil. [...] La réponse disciplinaire et pénale apportée aux allégations de violence policière illégale constitue d'ailleurs l'autre grand volet de l'étude. Il y est question d'«opacité profonde» et de «graves défaillances dans les enquêtes administratives et judiciaires effectuées à la suite de plaintes pour violences policières». Sur les 89 cas étudiés par l'ACAT, «seuls sept ont donné lieu à des condamnations». Et ces dernières paraissent «faibles au regard des faits reprochés ou par rapport à d'autres types de condamnations prononcées pour des justiciables "classiques"». L'ONG évoque un risque d'impunité, alimenté par un corporatisme qui pousserait, par exemple, des policiers ou des gendarmes à dissuader des individus de déposer plainte, ou à se rendre coupable de déclarations mensongères pour protéger leurs pairs. [...] «Violences policières : un rapport dénonce un risque d'impunité des forces de l'ordre», Julia Pascual, Le Monde du lundi 14 mars 2016

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

| FRANCE ET DOM-TOM | | | | |
|-------------------|---------------------------------|-------------------------------|---------------------------------|-------------------------------|
| Tarif standard | | | Jeunes/chômeurs/précaires | |
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 6 mois | <input type="checkbox"/> 1 an | <input type="checkbox"/> 6 mois | <input type="checkbox"/> 1 an |
| | 28 € | 56 € | 20 € | 40 € |
| Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois | <input type="checkbox"/> 1 an | | |
| | 22 € | 44 € | | |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois | <input type="checkbox"/> 1 an | <input type="checkbox"/> 6 mois | <input type="checkbox"/> 1 an |
| | 50 € | 100 € | 38 € | 76 € |
| Promotion d'essai | Hebdo + 1 Mensuel offert | | <input type="checkbox"/> 3 mois | <input type="checkbox"/> 10 € |

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

| Tarif standard | | Jeunes/chômeurs/précaires | |
|---|---|---|---|
| Hebdo | Hebdo + Mensuel | Hebdo | Hebdo + Mensuel |
| <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre | <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre | <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre | <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre |

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org